L'unité

N° 90-3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 21 au 27 Décembre 1973

ILS SONT DANGEREUX



L'usure. L'impuissance. L'erreur. Le mépris Le mensonge et aussi la bêtise et la suffisance. De Marcellin à Messmer, en passant par quelques moindres, tel Druon ou Galley, le régime fait la preuve de son impuissance. Avec les difficultés, voici venir le temps des remous. Et des règlements de comptes.

La majorité, dans une tentative dérisoire et presque pathétique, se voit contrainte, espérant ainsi rester la majorité, de choisir des boucs émissaires. De préparer celui ou ceux que l'on abandonnera sur le bord du chemin. Afin de pouvoir dire et redire qu'ici tout va bien, mieux qu'ailleurs tout au moins. Et que si parfois des bavures apparaissent elles sont le fait d'un homme et non d'un système.

Peut-on accepter un seul instant de considérer comme une bavure la politique économique du Pouvoir ? Ou plutôt son absence de politique ? Ou les écoutes téléphoniques érigées en institution ? Ou l'Armée transformée en force de police et source de renseignements ? Ou le refus de modifier la loi de 1920 sur l'avortement ?

Faut-il accepter — comme le fait l'hebdomadaire « le Point » — qu'un homme, un seul, fût-il Premier ministre, puisse par ses insuffisances mettre en danger « le navire » ? Et mieux, permettre par son incapacité « d'entamer gravement la confiance nationale dans un Président » A moins de vouloir à tout prix sauver la clé de voûte du système : le président.

Les scandales tous azimuts qui caractérisent la politique française — car les scandales ne sont pas tous financiers — ne sont pas dûs à quelques incapables — au fait, qui les a choisis ? — mais sont le résultat de l'incapacité globale de la « majorité ». Et, par-dessus tout, de sa volonté de pratiquer une politique qui n'a rien à voir avec les besoins et les souhaits de notre peuple.

Mal élu, Georges Pompidou ne pouvait, au-delà de « ses soucis personnels », suivre une autre politique que celle dont chaque jour nous subissons les inconvénients. Cela signifiait diriger le pays par à-coups, au gré de mesures parcellaires destinées à empêcher l'effritement, puis l'effondrement d'une majorité déjà fort peu majoritaire. Pour cela, il lui a fallu céder — ce qui n'a guère dû lui

(suite en page 2)

Sommaire

3 **POUVOIR : ÇA SENT LE SAPIN, PAR SERGE RICHARD.**
« Quant au gouvernement il montrait cette faiblesse, cette indécision, cette mollesse, cette incurie dont aucun gouvernement n'est jamais sorti que pour se jeter dans l'arbitraire et la violence ». (Anatole France).

4 **MARCELLIN : COUPABLE OU « DOUBLÉ ».**

5 **EDITORIAL : FAUSSE ADRESSE, PAR CLAUDE ESTIER.**

6 **EUROPE : UN MEME COMBAT, PAR ANTOINE VIOLET.**
Un programme ambitieux a été adopté à Bagnolet ; défini à partir de la conviction partagée désormais par tous les socialistes que le combat mené à l'intérieur de l'Europe est le même que celui mené en France.

7 **COPENHAGUE : L'EUROPE DES PETITS FOURS.**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

9 **MARSEILLE : LE PIEGE RACISTE, PAR JEAN-LOUP REVERIER.**
Après l'attentat de Marseille, un certain nombre de travailleurs algériens parlent de regagner leur pays. Mais ne serait-ce pas tomber dans le piège tendu par les racistes ?

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

12 **CHILI : UN REFUGIE RACONTE, PAR JACQUELINE SORRET.**
Il y a actuellement en France 560 réfugiés chiliens. L'un d'entre eux raconte la prison, la torture, puis la fuite et l'exil.

ESPAGNE : UN NOUVEAU BURGOS, PAR NICOLAS BRIMO.

14 **ECONOMIE : LE JEU DE L'AUTO, PAR MICHELE BACKMANN.**
Les constructeurs automobiles ferment pendant les fêtes ou réduisent les horaires. Une « crise » qui tombe bien. Premières victimes : les travailleurs immigrés.

17 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

19 **GRANDE-BRETAGNE : THE BIG CRISE, PAR JEAN-CLAUDE RIEU.**
Chahuté par les ouragans internationaux, le navire Grande-Bretagne menace de couler. Mal gouverné, mal payé, malmené, l'équipage songe à se mutiner.

24 **MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.**

PHOTOS ET DESSINS : A.f.p. (page 10), Barrigues (pages 4-17), Jean-Pierre Coureuil (pages 3-19), Fotolib (pages 13-14-21), France-Match (pages 12-13), Gamma-Raymond Repardon (page 1), Keystone (page 20), Pascal Lebrun (page 20), Sabadel (page 21), Simonet (pages 6-9-11-24) Teich (pages 6-7-8-18), U.p.i. (pages 14-15).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

→

coûter — aux plus réactionnaires des siens. L'ordre moral, c'est cela. Un retour infantile au XIXe siècle, aux « valeurs sûres », chacun à sa place et tout le monde obéissant. Cela va de pair avec un ministre de l'Intérieur plus soucieux d'ordre musclé que de liberté, d'espionnage de la vie des gens que de protection de leur vie privée, un ministre de la Défense faisant de l'Armée un rempart contre « l'ennemi intérieur ». Et un Premier ministre couvrant le tout, dressant sa tête de légionnaire et accumulant sur ses épaules ce que certains, lorsque la mesure est comble, veulent considérer comme des erreurs.

Mais est-ce une erreur, pour Messmer, de déclarer « Lip, c'est fini », alors que tout a été fait pour que cela finisse ? Est-ce une erreur de parler de « canulars » à propos des micros installés au « Canard enchaîné », alors que l'on espère encore que, grâce à de telles déclarations, au poids de la police, tout va pouvoir se calmer ? C'est tout simplement la logique des choses.

Le système Pompidou dont participent les « erreurs » d'un Raymond Marcellin, ministre fidèle et dans une certaine mesure efficace, ou d'un Pierre Messmer, Premier ministre au-dessous de toute initiative,n'est pas le fruit d'erreurs répétées. Ce système, héritier médiocre de celui de De Gaulle, s'est construit au temps où la majorité pouvait encore se bercer d'illusions. Et faire illusion. La gauche divisée lui laissait le champ libre. Le gaullisme encore vivant auréolait d'ambition planétaire le nouveau président de la République. Le pays était un champ clos réservé aux appétits de quelques-uns. Pour eux, tout était alors possible. Tout était permis. Et la retenue ne fut pas la caractéristique essentielle des équipes en place.

La volonté affirmée, répétée, de ne pas vouloir « faire le jeu des partis » ne pouvait à moyen terme avoir pour le Pouvoir qu'une conséquence tragique : il s'interdisait de reconstituer, d'une manière normale, ses équipes. Sa seule ressource, la cooptation, éliminait les « politiques », laissant le champ libre aux jeunes loups. Et aux vieux barons. Ces derniers, confinés dans une Histoire dépassée, ne pouvaient, pas plus que les premiers — soucieux de leur avenir personnel — concevoir d'autre politique que la défense des intérêts de quelques-uns — et tout d'abord des leurs — au mépris de ceux de tous. Avec un mot d'ordre clair : surtout pas de vagues. Tant qu'il n'y en eut pas, les choses allèrent bon train. Puis les vagues vinrent et c'est aujourd'hui la tempête. Alors vont jouer, pour sauver l'essentiel, les vieilles rancunes, les inimitiés, les manœuvres, les diversions. Chacun va vouloir tirer son épingle du jeu, passer la crise sans trop de dommages, préserver l'avenir.

A moins que la course se termine. En farce ? En tragédie ? Il est encore trop tôt pour le dire. Nous en sommes encore à la farce. N'est-il pas « amusant » de voir un hebdomadaire comme « le Point », dont on connaît davantage la docilité que l'indépendance, titrer : « Messmer doit partir » ? Ou de voir Marcellin s'égosiller en répétant : « Vous ne m'aurez pas » ? Mais la tragédie n'est jamais loin lorsqu'une classe acculée à ses dernières extrémités fait dire par son ministre de l'Intérieur qu'il saura faire « un barrage »....

Incapable de gouverner comme par le passé, Pompidou, une fois de plus, tentera peut-être de changer de cheval. Au milieu du gué. Mais il ne pourra pas changer de politique. Si ce n'est pour confirmer une tendance : le Pouvoir sera plus dur, encore plus fanatique de la notion d'ordre. Pour tenter de résister à l'effondrement, il lui faudra, de plus en plus souvent, faire appel à des Royer, des Chirac, des Galley. Soyons sans illusion : ces hommes-là sont dangereux. Autant le savoir. ■

Pouvoir

ÇA SENT LE SAPIN...

« Quant au gouvernement, il montrait cette faiblesse, cette indécision, cette mollesse, cette incurie dont aucun gouvernement n'est jamais sorti que pour se jeter dans l'arbitraire et la violence » (Anatole France).

Les grands desseins planétaires, ça c'est de la vraie politique. Et une allocution présidentielle, c'est fait avant tout pour clamer que « la France », à savoir Georges Pompidou, c'est ce qu'il y a de mieux en matière de haute stratégie internationale, avec juste quelques difficultés provenant d'une mauvaise conjoncture mondiale. Le reste, c'est-à-dire les Français, ça suivra vaille que vaille et c'est une corvée d'officier de semaine — alors, Pierre Messmer ou un autre...Que le pouvoir soit à Matignon, il n'y a eu que les dirigeants du « Point » pour le croire — ou feindre de le croire ; lundi l'hebdomadaire politique du groupe Hachette titrait : « Messmer doit partir ». « Coup de pub » journalistico-commercial, ou biais politique ? L'un et l'autre sans doute, « l'opération paratonnerre » ne consistant pas à mettre en selle un successeur à Messmer, mais à épargner à Pompidou, en les déviant sur Messmer, les effets désastreux de la grande crise politique qui secoue aujourd'hui le régime. Et dont la responsabilité réelle retombe sur Pompidou lui-même : à qui, sinon à lui, revient la responsabilité des principaux faux-pas — référendum sur l'Europe, désignation d'Arthur Conte à la tête de l'O.r.t.f., grossesse nerveuse de la réforme constitutionnelle ?

Non que Messmer lui-même n'ait sa part de responsabilités. Il est ce qu'il est, et rien de plus. Ce n'est pas un hasard si Teich, le dessinateur de « l'Unité », met un faux nez au Premier ministre pour lui donner un peu d'épaisseur graphique : même lorsqu'il hausse le ton, comme lundi à Europe 1, le personnage ne passe pas la rampe, notamment à la télévision — et la télévision, cela compte pour un gouvernant. Comment s'étonner alors que sa cote d'avenir, mesurée par la Sofres, soit (à 22%) la plus basse de celles de tous les Premiers ministres de la Ve ?

Tout au moins Messmer pourrait-il être un chef d'orchestre consciencieux, exécutant avec scrupule la partition de l'Elysée. Mais de temps à autre, lorsque l'Elysée se tait obstinément, la démangeaison lui prend de faire preuve d'initiative, et à chaque fois c'est une maladresse. Le fond des choses, c'est qu'il n'a aucune autorité réelle sur un ministère où l'on n'est d'accord que pour déblatérer contre Messmer et où chacun joue sa partition : le résultat ne peut être que cacophonie.

Joseph Comiti annonce-t-il que Raymond Marcellin ne viendra pas devant les députés ? Aussitôt Marcellin accourt en séance. Messmer envoie-t-il Jean Taittinger, Garde des Sceaux, défendre avec chaleur le projet de loi gouvernemental sur l'avortement ? Le lendemain, le projet est renvoyé aux calendes ! Valéry Giscard d'Estaing s'apprête-t-il, sur ce même sujet, à discuter avec son groupe ? Il apprend lui aussi que tout est remis à avril 1974, sans qu'il l'ait su — pas plus qu'il n'avait su à l'avance les coups bas de Jacques Chirac contre sa politique des prix. Bernard Stasi veut-il introduire un peu de libéralisation dans les D.o.m. - T.o.m. ? Certains de ses collègues multiplient les perfidies, complaisamment reprises par « La Nation ». Cependant que chacun, dans son coin n'en fait qu'à sa tête : Olivier Guichard tout comme Jean Royer, tout comme Michel Poniatowski... Et plutôt pour le pire que pour le meilleur. Bon écho des rumeurs convergentes au sein même de la majorité, le député Républicain indépendant Emmanuel Hamel — que cela n'empêche pas de voter fidèlement pour le gouvernement — peut s'exclamer : « Nous sommes gouvernés par des incapables ! »

L'apostrophe doit se comprendre en deça et au-delà de la seule « équipe » gouvernementale. La crise grandit à tous les échelons. A l'extérieur, d'abord : la faiblesse du Pouvoir est constatée partout et les différents groupes de pression en profitent plus que jamais : aux lobbies traditionnels s'ajoutent tour à tour celui des petits commerçants, celui de Laissez-les-vivre, etc. Jusqu'au bon vieux lobby des bouilleurs de cru qui retrouve sa verdeur et se targue d'avoir obtenu des promesses de Messmer ! Crise aussi dans les divers rouages de l'Etat : le ras-le- →



ÇA SENT LE SAPIN

→

bol a gagné les plus hauts échelons de la technostructure administrative et plusieurs membres de cabinets ministériels nous ont confié que la « décomposition » y prenait une ampleur insoupçonnée.

Crise accélérée, enfin, dans la majorité, où il n'y a plus qu'Alexandre Sanguinetti pour oser dire : « Nous durerons jusqu'à la fin du siècle ». Avant même le trouble qu'y a jeté mercredi le violent article de Michel Debré dans « la Nation », où « on » — qui ne peut être que Pompidou — est accusé de brader le gaullisme et la France en « remettant en honneur la supranationalité apatride », la majorité était partie en quenouille dans les derniers débats de la session parlementaire qui s'est achevée jeudi.

Ne prenons pour exemple que la discussion sur la reconnaissance des droits des anciens d'Algérie, l'autre mardi, où tous les records d'indocilité ont été battus : 14 giscardiens et 61 U.d.r. ont voté avec l'opposition contre le texte gouvernemental. Avec, à leur tête, un certain Jacques Chaban-Delmas... Pour ne rien dire du débat sur l'avortement, où la droite de la droite a carrément chahuté le Garde des Sceaux.

Quels qu'en soient les lieux privilégiés, la crise générale du Pouvoir revêt, à tous les niveaux, à peu près les mêmes caractéristiques : l'inertie et l'art de la dérobade faisant la courte échelle au mépris et à la politique du coup de force, quel beau motif pour un dessus de cheminée pour salon pompidolien !

▶ L'inertie : lorsque Pompidou reçoit 600 enfants et leur déclare que « le travail c'est la santé, mais ne rien faire c'est la conserver » — c'était le 12 décembre, à l'arbre de Noël de l'Elysée — en ferait-il une doctrine d'Etat ? Toujours est-il que les dossiers non traités s'accumulent à Matignon comme à l'Elysée. Que les ministères s'en scandalisent. Que les « modernistes » du parti majoritaire s'interrogent : et la mise en application du programme de Provins ?...et le beau rêve « social » des Assises U.d.r. de Nantes ? Que le Parlement — par la voix des socialistes Gilbert Faure et Joseph Franceschi — proteste contre le silence de ministres qui laissent sans réponse leurs questions écrites depuis .. huit mois. Si cela n'est pas de l'inertie, qu'est-ce d'autre ?

▶ La dérobade : Messmer a eu beau, lundi, parler de « machination ou provocation » à propos des micros posés au « Canard enchaîné », c'est une explication un peu courte quand votre police est prise la main dans le sac **(voir ci-dessous).**

Reculade peu glorieuse aussi sur l'avortement : le problème est dramatique, le gouvernement a promis, la commission des Affaires sociales a accompli un travail colossal, deux ministres s'engagent à fond dans un débat passionné... Et puis, parce qu'un groupe de pression est intervenu et que Jean Foyer, félicité publiquement par Debré — encore lui ! — a pratiqué ni plus ni moins un chantage politique à la rupture, le gouvernement capitule et renvoie le débat à Pâques. Sinon à la Trinité. Si cela n'est pas une dérobade, qu'est-ce d'autre ?

▶ Le mépris : cette attitude constante du Pouvoir est — pour ne retenir, là encore, qu'un exemple — particulièrement évidente vis-à-vis du Parlement. Dans le grand débat que devait être celui sur l'avortement, Messmer n'a pas daigné paraître en séance — alors qu'il a présidé à quelques dizaines de mètres de là, salle Colbert, les querelles de la majorité. De même qu'aux députés de la gauche qui souhaitaient l'entretenir de la lutte contre l'inflation, il a opposé un refus sec de les recevoir. Avec ce motif, parfaitement incroyable, qu'ils avaient participé à la grève du 6 décembre ! Le Sénat n'est pas mieux loti : mardi, le gouvernement a fait renvoyer à la prochaine session une question orale avec débat sur La Villette... « pour convenance du ministre ». Or, au mois d'avril, la démolition doit avoir commencé ! Si cela n'est pas du mépris, qu'est-ce d'autre ?

▶ Les coups de force : on a vu André Bord, ministre des Anciens combattants,

Marcellin: coupable ou "doublé"?

Que s'est-il passé au ministère de l'Intérieur entre le 3 et le 11 décembre, entre le moment où André Escaro, du « Canard enchaîné », a surpris les poseurs de micros, et la publication du premier communiqué de Raymond Marcellin ?

Il n'a pas fallu moins d'une semaine, en effet, au ministre de l'Intérieur, d'ordinaire plus prompt à défendre ses subordonnés, pour sortir de son mutisme. Une semaine pendant laquelle, en dépit de son « accès de fièvre » — ou de sa « collibacillose », selon les versions — le ministre de l'Intérieur n'est pas resté inactif.

« Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu le ministre en proie à une telle fureur », disait-on l'autre semaine place Beauvau, où personne n'ignore plus aujourd'hui qu'à peine averti du tonitruant fiasco des plombiers, Marcellin avait convoqué ses principaux collaborateurs en leur demandant des comptes. Marcellin, d'ailleurs, ne s'en est pas tenu là. Prudent, il a demandé à chacun de ses chefs de service de signer une déclaration solennelle affirmant qu'ils n'avaient reçu aucune consigne du ministre pour sonoriser les locaux du « Canard ».

Armé de ce parapluie, Marcellin pouvait affronter l'orage. Première sortie : le 11 décembre. Un communiqué très sec : « ma mise en cause répétée par « le Canard enchaîné » dans l'affaire des micros de ses nouveaux bâtiments m'amène à déclarer que je n'ai jamais donné d'ordre à ce sujet, ni à M. Blard, directeur de la Surveillance du territoire, ni à quiconque. Je ne me suis jamais occupé d'une telle affaire. Ni de près ni de loin. »

« Pourquoi parle-t-il d'Henri Biard, et de personne d'autre? » s'interrogent, inquiets, les fonctionnaires de la D.s.t., qui comparent la situation de leur service à celle du Sdece dans l'affaire Ben Barka.

Sans doute, répondent les experts, parce que le ministre ne peut plus désormais nier purement et simplement que la D.s.t. ait participé à l'opération. Les noms publiés par « le Canard » sont bien en effet, pour la plupart, des noms de fonctionnaires appartenant à la D.s.t.

Pour Marcellin l'affaire des micros du « Canard » n'est qu'une machination ourdie par la gauche afin de l'abattre. L'énormité de cette accusation n'effleure manifestement pas le ministre de l'Intérieur. D'ailleurs, croit-il lui-même ce qu'il affirme avec tant de bruit et de fureur ? On peut en douter. Répondant aux questions d'un journaliste de « Paris-Match », Marcellin parle de nouveau de « machination », rappelle



faire son petit putsch à l'Assemblée : parce que celle-ci avait la prétention de vouloir amender son texte sur les anciens combattants d'Afrique du Nord, Bord a purement et simplement retiré le projet de loi ! Tant pis pour les anciens d'Algérie — un peu plus, un peu moins : ils attendaient déjà depuis plus de 10 ans... — et, accessoirement, tant pis pour les législateurs.

On a vu surtout Marcellin, faute de pouvoir s'expliquer sur les écoutes téléphoniques, tomber vendredi dans l'hystérie en invectivant la gauche : « Regardez-les... Mais je serai le barrage... Je suis le ministre des élections... Je ne vous épargnerai pas ! Nous gagnerons ! » On peut penser que c'est là, simplement, le comportement habituel des gens qui n'ont pas de véritable autorité, et qui s'affolent en se rendant compte que tout commence à s'écrouler. Peut-être. Mais il y a un petit fait inquiétant : la colère « spontanée » de Marcellin était soigneusement rédigée. Et ses imprécations, il les a lues. Cela donne à réfléchir : car si l'hystérie est ainsi planifiée, quel avenir inquiétant nous réserve ce régime ? On ne peut pas ne pas penser à la Pingouinie d'Anatole France : « Quant au gouvernement, il montrait cette faiblesse, cette indécision, cette mollesse, cette incurie dont aucun gouvernement n'est jamais sorti que pour se jeter dans l'arbitraire et la violence. »

SERGE RICHARD

qu'« on » a déjà voulu obtenir son renvoi du président de la République, mais cette fois ne désigne plus du doigt les responsables. Et ce silence, à sa manière, est éloquent.

Les choses, en effet, se passeraient-elles différemment si le ministre s'était fait « doubler » dans cette affaire, par des fonctionnaires ou un service plus marcellinesques que Marcellin ?

« Cette affaire, la place qu'y tient la police, me rappellent l'affaire Ben Barka », dit Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de policiers. Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse soit d'une opération décidée et organisée par la hiérarchie de la D.s.t., soit d'une opération menée par un groupe ou une police parallèle quelconque, Marcellin ne pourra fuir ses responsabilités. Ou bien, en effet, l'un des services les plus solidement structurés du ministère de l'Intérieur organise pour son propre compte la pose de micros dans les locaux d'un journal, et le ministre ne peut faire moins que de démissionner en livrant les noms des responsables de cet acte illégal à la Justice. Ou bien, dans une « maison » qu'il mène depuis juin 1968 d'une poigne de fer, il s'est trouvé des hommes pour décider et entreprendre une opération en marge de leurs devoirs et en secret de leurs chefs. Et le ministre doit s'en aller, en expliquant comment il a pu laisser subsister de tels îlots de « tolérance ». Dans tous les cas, le maintien du ministre de l'Intérieur à son poste est incompréhensible, injustifiable, inacceptable.

Sans qu'on oublie pour autant que, dans cette affaire, les fils ne s'arrêtent pas place Beauvau. Ils conduisent jusqu'à Matignon et jusqu'à l'Elysée. Marcellin n'est pas le mouton noir d'un troupeau immaculé.

R.G.

Editorial

Fausse adresse

L'étrange attaque du « Point » contre le Premier ministre et la réponse musclée de celui-ci à « Europe 1 » ont occupé cette semaine la scène politique. L'épisode n'est pas sans importance. Nous l'évoquons ailleurs dans ce numéro. Mais ne soyons pas dupes. Peu importent les raisons qui ont conduit l'hebdomadaire du trust Hachette à s'en prendre de cette manière à Pierre Messmer. Georges Suffert, qui, il y a quelques semaines, servait de faire-valoir à Georges Pompidou à la Télévision n'était pas apparu jusqu'ici comme un porte-parole de l'opposition. Peut-être souhaite-t-il un gouvernement plus musclé ou plus habile. C'est son affaire et non la nôtre. Nous n'avons jamais eu la moindre sympathie pour Pierre Messmer mais demander le départ de celui-ci c'est oublier qui l'a appelé à ce poste, qui a placé à ses côtés un Galley, un Marcellin, un Royer, un Druon et quelques autres. Puisque la Ve République se flatte — « la Nation » nous le rappelle tous les jours — de n'être pas la IVe, il faut être logique : la responsabilité première de la politique française n'est pas à Matignon mais à l'Elysée. « Le Point » s'est trompé d'adresse. Mais comme il ne pouvait pas ne pas le savoir, c'est qu'il vise autre chose. Il est touchant de voir le groupe U.d.r. exprimer sa confiance et sa sympathie au Premier ministre. C'est bien pourtant de ce côté que se trouvent les coupables.

Tout cela tient à ce que la lutte pour la succession de Pompidou est, depuis plusieurs mois, bel et bien ouverte. Le président de la République a beau affirmer qu'il n'a pas l'intention de lâcher les rênes, Michel Debré a beau tonitruer contre ceux qui veulent « désarticuler l'U.d.r. », il est chaque jour plus évident qu'une sombre lutte de clans se développe à l'intérieur de la majorité et l'on peut même ajouter à l'intérieur de chacune des formations de la majorité. Sur ce plan, la Ve République ne ressemble effectivement pas à la IVe. Elle est bien pire !

La gauche en général et le Parti socialiste en particulier n'entendent pas se mêler à ce faux débat. Les hommes qui dirigent aujourd'hui la France ne sont que les représentants d'un système. C'est le système que nous combattons. Que Messmer soit remplacé par Galley ou Chirac ne changerait rien au système. Simplement, il est dans la logique de celui-ci de se durcir au fur et à mesure qu'il perd de l'audience dans l'opinion. Le premier ministre actuel n'a d'ailleurs besoin de personne pour violer les règles les plus élémentaires du débat démocratique.

Dans une telle situation la gauche doit accroître sa vigilance et renforcer son unité. C'est bien le sens de ce qui a été dit tout au long du Congrès de Bagnolet. C'est bien ainsi également que réagissent nos partenaires communistes et radicaux de gauche.

La majorité espérait ardemment que l'Europe allait diviser les alliés du programme commun. Il lui faut une fois de plus déchanter. La façon dont le Parti socialiste a exprimé sa volonté de développer la construction européenne en la liant au combat contre le capitalisme offre au contraire un nouveau terrain d'action à l'ensemble de la gauche. Et qui apparaîtra d'autant plus nécessaire qu'il n'a pas fallu plus de 48 heures pour constater que le « grand succès » remporté par Pompidou à Copenhague (O.r.t.f. dixit) était une fois de plus voué à se perdre dans les brumes de l'impuissance.

CLAUDE ESTIER

Le crime

Un nouveau détournement d'avion, qui a coûté la vie à plusieurs dizaines de personnes, conduit à se répéter : la résistance d'un peuple ne peut pas se confondre avec le terrorisme contre des innocents.

Sans doute le commando auteur de cet exploit était-il composé d'hommes dont le cas relève autant de la psychiatrie que de l'analyse politique. Il n'en reste pas moins que les organisations palestiniennes ne peuvent plus se contenter de condamner verbalement. Si elles prétendent représenter un peuple en lutte, elles doivent organiser cette lutte. C'est par leur passivité devant des crimes de ce genre, qui déconsidèrent la cause qu'elles défendent, qu'elles sont responsables de ce nouveau drame. Car on est toujours responsable de ce qui est fait en son nom et, s'il n'est pas toujours possible d'empêcher l'erreur ou le crime, le devoir est de prendre les mesures pour en rendre impossible le renouvellement.

A la veille de l'ouverture des négociations de Genève, il serait temps qu'on le comprenne chez les Palestiniens et dans les Etats arabes — de moins en moins nombreux — qui montrent une complaisante faiblesse en face de telles actions. L'attitude à l'égard des trois auteurs du coup de Rome sera, de ce point de vue, un test examiné avec intérêt.

UN MEME COMBAT

Un programme ambitieux a été adopté à Bagnolet ; défini à partir de la conviction partagée par tous les socialistes que le combat à l'intérieur de l'Europe est de même nature que celui mené en France.

A la veille du congrès extraordinaire de Bagnolet, la plupart des commentaires insistaient sur les divisions à l'intérieur du Parti socialiste, sur les luttes de tendances. Certains parlaient même de congrès à l'issue « imprévisible ». Lundi, la quasi-totalité des journaux mettaient au contraire en relief l'unanimité réalisée sur la motion finale, la cohésion du parti autour de son premier secrétaire. La situation s'était-elle donc à ce point transformée en 48 heures ?

A vrai dire, les réflexions faites de l'extérieur sur la vie du Parti socialiste, même lorsqu'elles ne comportent aucun jugement hostile, traduisent le plus souvent une certaine incompréhension. Sans doute parce que le Parti socialiste ne ressemble à aucun autre. L'existence en son sein de courants de pensée conduit parfois à des débats animés, voire tendus, mais qui sont, en définitive, un facteur d'enrichissement et de vitalité si les règles élémentaires de discipline sont respectées à partir du moment où la majorité s'est prononcée. A la veille d'un congrès, l'affrontement des courants amène certains à croire — ou à feindre de croire — que l'éclatement est proche. Mais chaque militant est suffisamment conscient de ses responsabilités pour ne pas vouloir remettre en question ce qui a été démocratiquement acquis. Il n'y avait aucune raison pour que le congrès de Bagnolet soit la « revanche » de celui de Grenoble ou de celui d'Epinay. Cela n'a pas été.

Nul ne pourra nier, cependant, que ce congrès ait été à la fois opportun et fructueux.

Opportun, car la coïncidence de date — absolument non prévue à l'origine — entre les assises de Bagnolet et le sommet de Copenhague a souligné l'actualité du débat sur l'Europe et l'urgence pour le Parti socialiste de définir sur ce sujet des positions claires conduisant à des initiatives concrètes.

Fructueux, car le texte qui est sorti de la commission des résolutions et qui a fait l'unanimité du congrès dépasse, sans le contredire, le compromis sur l'Europe qui avait été réalisé en mars 1972 à Suresnes,



Gérard Jacquet, Pierre Mauroy et François Mitterrand.

lors de l'adoption du programme du Parti. Il précise de façon nouvelle et originale la position socialiste sur les grandes luttes à mener, dans le cadre de la Communauté actuelle des Neuf, et en liaison avec les autres forces de gauche européennes, pour tenter d'arracher cette Communauté à la domination des firmes multinationales, fer de lance de l'impérialisme américain, pour poursuivre la construction de l'Europe, sans préalable, pour en démocratiser les institutions, pour combattre la tendance à ne prolonger l'existence de la C.e.e. que par des compromis intergouvernementaux qui ne peuvent aboutir qu'à son dépérissement, c'est-à-dire à un retour à l'autarcie et au réveil des égoïsmes nationaux.

Il est curieux que certains commentateurs aient pu écrire au lendemain du congrès de Bagnolet qu'ils ne voyaient pas très bien ce qui différencie « l'Europe de Mitterrand » de « l'Europe de Pompidou ». Si la résolution finale de Bagnolet tient compte, comme le demandait le Premier secrétaire du Parti, de la « puissance des faits », elle définit jusque dans le détail une politique dynamique dont l'objectif est de donner une nouvelle dimension au combat pour le socialisme. L'Europe des travailleurs n'est pas celle de chefs d'Etat ou de gouvernements réunis tous les six mois et qui, faute de s'appuyer sur des structures démocratiques, ne peuvent véritablement conduire à bien une entreprise commune.

Cela dit, le congrès de Bagnolet, engagé sur une série de rapports extrêmement sérieux et documentés de Robert Pontillon, Didier Motchane, Nicole Questiaux et Philippe Machefer (le recueil imprimé contenant ces rapports constitue un très important instrument d'analyse et d'étude), a été marqué par une volonté de réalisme qui est apparue à travers la plupart des interventions. Aussi bien de celles des signataires de la motion 1 (outre François Mitterrand lui-même, Gérard Jaquet, Jean Poperen, Lionel Jospin, Robert Verdier, Gaston Defferre, Pierre Mauroy) que de celles des porte-parole du Ceres (Georges Sarre, Jean-Pierre Chevènement et Gilles Martinet) ou de



Congrès

Claude Fuzier, défenseur de la motion de la « Bataille socialiste ».

C'est cette volonté de réalisme manifestée concrètement à la commission des résolutions qui a permis de compléter la motion 1 sans y introduire aucun des éléments qui apparaissaient contradictoires avec son texte, qu'il s'agisse de la notion d'« inversion du rapport des forces » considérée par le Ceres comme la condition de toute démocratisation des institutions européennes, ou des propositions de la « Bataille socialiste » tendant à appliquer la supranationalité à bref délai dans un certain nombre de domaines.

Le texte qui a été adopté à la place de l'amendement n° 3 du Ceres, rejeté par les signataires de la motion 1, ne contient plus aucun préalable, mais précise de façon heureuse les trois préoccupations fondamentales des socialistes dans la construction de l'Europe, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition :

1) Faire en sorte que la construction de l'Europe et les politiques communes ne se traduisent pas par une dégradation des conditions de vie des travailleurs au profit du capital.

2) Faire en sorte que l'Europe à construire reste susceptible d'évoluer vers un modèle original de socialisme, ce qui suppose sa réelle indépendance vis-à-vis des deux blocs, et la démocratisation de ses institutions.

3) Faire en sorte que les délégations de compétence à consentir au profit des institutions européennes ne puissent limiter la liberté d'action du futur gouvernement de la gauche pour l'exécution de son programme ; du succès ou de l'échec de la gauche en France peut dépendre, en effet, l'évolution future de l'Europe vers le socialisme.

De la même manière, la contribution des signataires de la motion 2 a permis notamment de mieux préciser la distinction entre les abandons de souveraineté que suppose la construction d'une Europe démocratique et la garantie de notre indépendance nationale dans les domaines où des transferts de pouvoir et de compétences n'auront pas été librement décidés avec nos partenaires.

L'accent mis sur l'aide aux pays du Tiers-Monde et sur la nécessité d'une coopération entre Etats producteurs et Etats consommateurs d'énergie donne également à la résolution finale un éclairage qui apparaissait insuffisamment dans le texte initial.

Enfin, les précisions apportées dans le dernier chapitre de la motion, à partir d'un texte émanant de la Fédération de Paris, a permis de donner un contenu concret à l'idée d'un programme commun de la gauche européenne qui était seulement esquissé. La liste des objectifs que le Parti socialiste entend proposer dès à présent aux autres partis socialistes de l'Europe des Neuf, sans prétendre que l'intégralité en soit retenue, reprend l'ensemble des thèmes que le P.s. développe dans sa propre action en France.

Programme ambitieux, donc, défini à partir de la conviction désormais partagée par tous les socialistes que le combat à l'intérieur de l'Europe est de même nature que celui qui est mené en France. Le capitalisme a depuis longtemps supprimé les frontières. Le socialisme doit trouver à son tour de nouveaux relais. Les conclusions du congrès de Bagnolet apparaîtront très rapidement comme une contribution capitale à cette recherche.

ANTOINE VIOLET

Copenhague: L'Europe des petits fours

Sommet gris dans une ville sombre : Copenhague attristée par l'hiver et les restrictions a accueilli les Neuf à la quête d'une union qui les fuit toujours, tant les contradictions et les rivalités du capitalisme européen, annexe du capitalisme international, sont fortes.

Le président de la République française avait souhaité cette rencontre. Il aime ce genre de manifestation qui lui assure une réputation d'« Européen » et lui donne le sentiment d'être aussi important que son prédécesseur. Après deux jours de débats, les espérances de Georges Pompidou ont été réduites à peu de chose, les décisions prises ayant toutes cette demi-teinte qui convenait sans doute à une ville privée d'électricité. Ce qui était d'ailleurs sans importance. Mardi, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Irlande remettaient en question les mini-décisions de dimanche.

Le gouvernement français poursuit un but : construire une Europe politique au niveau des chefs d'Etat, un directoire sans contrôle démocratique qui, par des réunions régulières, trancherait du sort des peuples comme le faisait le « concert européen » au siècle dernier. Bien entendu, la France y jouerait un rôle pilote, tantôt avec l'appui de l'Allemagne, tantôt avec celui de l'Angleterre.

Que reste-t-il de ce projet ? La promesse de se réunir plus fréquemment. Pour la délégation française, cela signifie tous les six mois, ce qui a été immédiatement démenti par Edmond Leburton, chef du gouvernement belge. En pratique, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Jobert, espère que chacun profitera de sa part de présidence tournante — un semestre — pour provoquer une rencontre dans sa capitale. Pour les six premiers mois de 1974, par conséquent, une conférence à Bonn. C'est l'Europe de la courtoisie et des petits fours.

La vraie question, qui a dominé Copenhague, n'était pas — ou plus — là. La crise pétrolière l'a emporté sur tout, au grand déplaisir du Président français. Parce que la France paraît, dans ce domaine, infiniment moins européenne et qu'elle y pratique la politique du chacun pour soi. Il suffisait d'entendre Pierre Messmer, lundi dernier, sur les antennes d'Europe 1, parler avec un mépris joyeux des mesures de restriction décidées dans d'autres pays européens pour comprendre que l'Europe de la solidarité ne siège pas à Paris. Pas plus d'ailleurs que dans une autre des neuf capitales.

On s'est mis d'accord pour dire qu'on adoptera « des dispositions assurant que tous les Etats membres prennent sur des bases concertées et équitables des mesures en vue de restreindre la consommation d'énergie » ; qu'on ouvrira avec les pays producteurs de pétrole des négociations ayant pour but d'échanger le précieux liquide contre un développement de la coopération économique et industrielle ; et qu'on étudiera, dans le cadre de l'O.c.d.e., c'est-à-dire notamment avec les Etats-Unis et le Japon, « les moyens de traiter les problèmes énergétiques communs à court et à long terme ». Les Neuf ne s'engagent donc résolument ni dans la voie de la solidarité, ni dans celle de l'indépendance énergétique. Et lorsqu'ils souhaitent disposer du pétrole à des « prix raisonnables », ils ne disent pas un mot de ce qui est, en réalité, la cause essentielle de la cherté de l'énergie tirée du pétrole — c'est-à-dire les profits des compagnies capitalistes et les taxes gouvernementales.

Henry Kissinger avait donné le ton la semaine dernière en proposant aux Etats capitalistes une action commune pour dominer leurs difficultés énergétiques. Les Neuf ont confirmé qu'ils n'étaient pas en état de choisir entre les Etats-Unis et l'indépendance européenne, faute d'avoir su, par leur unité, se donner les moyens de cette dernière. Le sommet de Copenhague a été ainsi l'occasion de biaiser en face de toutes les questions. Pendant ce temps, les Etats-Unis et l'U.r.s.s. préparaient la conférence de Genève, où l'Europe brillera par son absence. Conférence qui, si elle règle la crise du Proche-Orient, règlera partiellement celle du pétrole. Mais en laissant quelques réalités pénibles pour l'Europe de l'Ouest, parce que les Etats producteurs auront mieux compris, par cette crise, la valeur des matières premières qu'ils détiennent et mieux découvert l'impuissance d'un continent empêtré dans ses prétentions du passé.

CLAUDE FUZIER



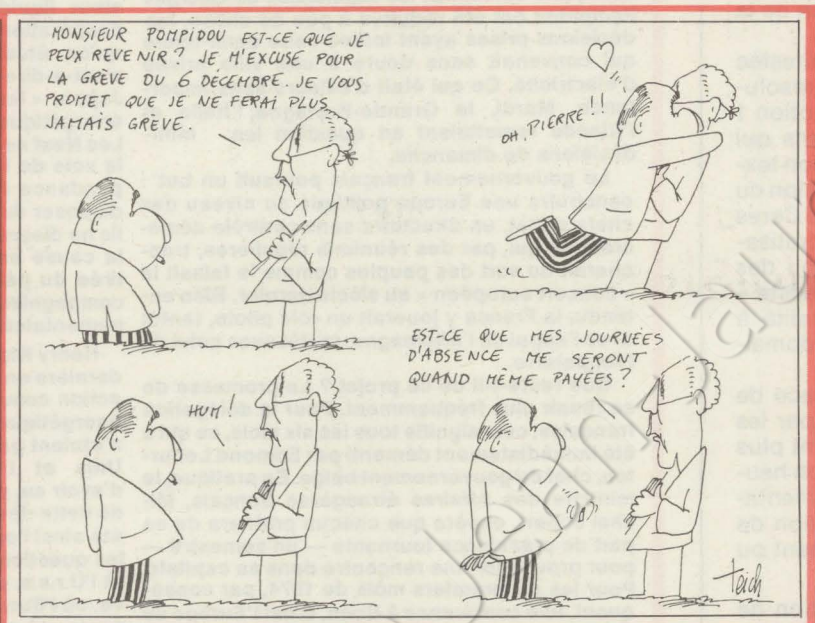
changer la vie politique

UN VIF PLAISIR

Le second tour de trois élections partielles a confirmé dimanche la poussée de la gauche déjà notée la semaine précédente. A Issy-les-Moulineaux, où la liste de gauche avait manqué l'élection au premier tour à une voix près, elle l'emporte avec plus de 650 voix d'avance. L'appel aux abstentionnistes lancé par la liste de la municipalité U.d.r. - « réformateurs » ne lui a pas été bénéfique. De même à Plaisir (Yvelines), l'intervention de Jean-Jacques Servan-Schreiber en faveur de la liste où cohabitaient « réformateurs » et U.d.r. n'a pas empêché la très nette victoire de la gauche unie, conduite par le socialiste Jean Mouton, qui retrouve exactement le total de voix des deux listes de gauche du premier tour. Enfin, à Vif (Isère), le candidat communiste l'emporte aisément avec un total de voix nettement supérieur à l'ensemble des voix de gauche du dimanche précédent.

TOUT POUR EUX

Les premières réunions des Assemblées régionales ont confirmé le refus des groupes de la majorité de respecter la proportionnelle, comme le demande le Parti socialiste, lors de l'élection des Bureaux. Cette intransigeance a provoqué en Picardie le départ des élus de gauche, refusant de participer à l'élection des vice-présidents et des secrétaires. Fidèle à lui-même, Edgar Faure, élu président du



Conseil régional de Franche-Comté, s'est montré plus conciliant. Deux socialistes seront donc membres du Bureau dans cette région : André Boulloche, vice-président, et Raymond Forni, secrétaire. En attendant la réunion en janvier des autres Assemblées régionales — la gauche n'y est majoritaire que dans cinq régions sur 21 — le congrès de Bagnolet a adopté un texte préconisant une concertation préalable entre les forces de gauche pour étudier au niveau national et au niveau de chaque région la désignation des Bureaux. Et précisant que les accords de personnes en vue de la désignation des titulaires des différents postes au sein des Bureaux des Assemblées régionales devront se faire prioritairement dans le cadre de l'union de la gauche.

AIDER « LIBERATION »

L'existence du quotidien « Libération » est menacée. Comme toute la presse politique il connaît de sérieuses difficultés financières. Aujourd'hui, l'équipe que dirige Jean-Paul Sartre lance un appel aux lecteurs du journal pour qu'ils l'aident à payer ses dettes. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec « Libération », mais nous sommes prêts à nous battre pour qu'il puisse continuer à vivre. (Tout chèque ou toute correspondance à « Libération », 27, rue de Lorraine, Paris-19e, au nom de Jean-Paul Sartre). C'est urgent.

LES HORAIRES DE GISCARD

L'instauration d'un horaire de printemps et d'un horaire d'été, telle aura été l'innovation présentée par Valéry Giscard d'Estaing au Conseil économique et social mardi.

Le ministre aura également profité de son intervention pour opposer un refus catégorique à la proposition des syndicats et des partis de gauche de négocier un nouvel indice des prix. Seul l'indice calculé par ses services lui paraît sérieux !

Il a également mis le patronat devant un choix difficile en affirmant que les hausses de salaires ne pourront pas être mises en cause par les entreprises qui voudront majorer leur prix. Giscard d'Estaing espère ainsi contraindre les patrons à se montrer plus durs dans les négociations salariales.

Dernière idée du ministre des Finances : ce qu'il appelle pompeusement un « redéploiement de la croissance économique », qui, à l'entendre, signifie une rationalisation de l'appareil de production pour tenir compte du renchérissement des produits pétroliers et des matières premières.

Sous couvert de la crise, on discerne déjà la manœuvre qui consiste à couper les « branches mortes » du capitalisme, à le rénover tout en imposant de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

FORCE OUVRIERE ET LA GREVE

La lutte contre l'inflation se développe dans les classes laborieuses de notre pays. Le pouvoir d'achat des salaires, pensions et retraites se dégrade. Celui des maigres économies réalisées à grand peine fond comme neige au soleil. La spoliation des plus défavorisés prend des proportions suffisamment inquiétantes pour être ressenties par des couches peu favorables, d'ordinaire, aux idées socialistes.

C'est dans ce contexte que trois grandes organisations syndicales ont décidé une grève générale pour le 6 décembre 1973.

Toutes les centrales syndicales se sont prononcées contre l'inflation. Dans ces conditions, pourquoi la Commission exécutive de la C.g.t. - F.o. ne s'est-elle pas ralliée à la grève du 6 décembre ? Essentiellement, du moins c'est mon sentiment, parce que les partis de gauche ont soutenu publiquement cette grève, laquelle, du même coup, a été qualifiée de « politique ». Mais toute grève a un contenu politique, dans la mesure où elle reflète un désaccord et un refus de l'ordre établi.

Bien sûr, la grève du 6 décembre ne pouvait faire baisser les prix. Croire cela serait infantile. D'ailleurs, aucun gréviste ne l'a prétendu.

Je suis de ceux qui croient plus à l'action qu'au discours, même s'ils sont filmés par l'O.r.t.f. Les discours non plus n'ont jamais fait baisser les prix.

Les grévistes du 6 décembre ont voulu élever le niveau des luttes et démontrer ainsi qu'ils savent s'occuper d'autre chose que des classiques revendications de salaires. C'est la raison pour laquelle de nombreux militants et adhérents de la C.g.t. - F.o. ont manifesté ce jour-là avec leurs camarades des syndicats de la Fen, de la C.f.d.t. et de la C.g.t.

ROLAND COURT
(Militant F.o., Marseille)

Marseille

LE PIEGE RACISTE

Après l'attentat de Marseille, un certain nombre de travailleurs algériens parlent de regagner leur pays. Mais ne serait-ce pas tomber dans le piège des racistes ?

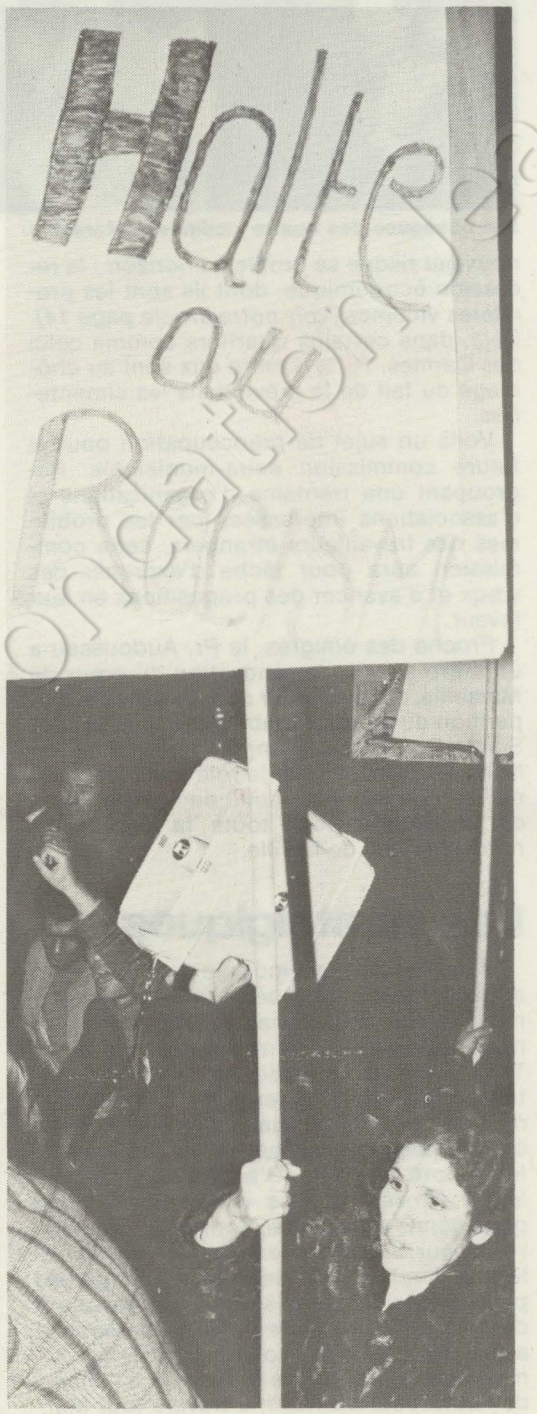
De notre envoyé spécial

Marseille est, une fois encore, à la pointe de l'actualité. Et sa réputation n'a rien à y gagner. Comme le ressent tristement l'ensemble de la population et de ses élus. Vendredi 14 décembre, vers 11 h une forte explosion s'est produite au consulat général d'Algérie, en plein centre de la ville. Très vite, le bilan apparut très lourd : 4 morts et 20 blessés — dont 4 durent être amputés. Venant après les graves événements de cet été, ce nouvel attentat aurait pu susciter un regain de tension entre les communautés française et arabe. Heureusement, il s'est soldé, sur ce plan, par un échec total. D'un côté comme de l'autre, des voix se sont élevées pour condamner cet acte inqualifiable. Et pour calmer les esprits.

On ne constatait d'ailleurs, chez les Marseillais, qu'un seul sentiment : la compassion. Dans la cité phocéenne, où la xénophobie est rare, ce geste criminel a beaucoup choqué. La communauté arabe, pour sa part, a été véritablement traumatisée. Dès samedi, de nombreux Algériens se pressaient avec femmes et enfants devant les locaux endommagés de leur consulat. Ils y écoutaient avec émotion et gravité les paroles de Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie, arrivé à Marseille la nuit précédente. Celui-ci, après s'être rendu le matin même au chevet de nombreux blessés, déclarait : « Cet événement criminel illustre tragiquement l'insécurité dans laquelle vivent mes compatriotes. Il ne faut pas oublier que c'est la représentation officielle du gouvernement algérien à Marseille qui a été attaquée. C'est une escalade particulièrement grave. Il justifie, du même coup, la suspension de l'émigration décidée en septembre dernier. »

Un défilé a ensuite été organisé sur la Canebière à l'appel du Mouvement des travailleurs arabes et d'organisations d'extrême gauche. 2 000 personnes y ont participé, portant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Travailleurs français-immigrés : une seule classe ouvrière ». Ces manifestants ont dénoncé la tolérance du gouvernement envers le racisme « qui divise les travailleurs ».

D'autant que la déclaration maladroite et précipitée du préfet de police Heckkenroth, d'après lequel « il ne s'agit pas d'un attentat raciste », a de quoi inquiéter sur les intentions du Pouvoir. Qu'en savait le préfet, alors même que l'enquête venait tout juste de commencer ? Ses propos ont été péniblement ressentis ici. Car il semble que, pour le préfet, la cause soit entendue d'avance. Voilà de quoi rendre sceptique sur l'affirmation de Georges Pompidou au président Boumediene : « Le gouvernement mettra tout en œuvre pour que l'attentat ne reste pas impuni. »



Manifestation antiraciste à Paris.

Curieuse discrétion

Malheureusement, des précédents justifient les doutes et les inquiétudes de la communauté arabe qui, pour les seules Bouches-du-Rhône, atteint 60 000 personnes. Ces précédents remontent au 25 août 1973, jour où un conducteur d'autobus marseillais, Emile Cuerlache, était assassiné par un déséquilibré de nationalité algérienne. Une très forte tension s'en était suivie, attisée par le journal « le Méridional », l'U.j.p. locale et un comité dit « de défense des Marseillais ». En fait, ce C.d.m., installé dans les locaux du Front national, ne regroupait qu'une poignée d'activistes d'extrême droite et de nostalgiques de l'époque coloniale. Ses tentatives pour entraîner une partie de la population dans l'escalade de la violence raciste ont heureusement échoué.

Car, de toute part, des responsables religieux aux responsables politiques et syndicaux, des voix s'étaient fait entendre pour éviter le pire. Ainsi les obsèques du traminot, au cours desquelles un cortège de 5 000 personnes a traversé la ville, n'ont donné lieu à aucun incident. En particulier grâce à l'action de l'Intersyndicale des traminots qui, avec beaucoup de dignité, avait déclaré : « Nous ne tolérerons pas qu'une quelconque exploitation politique ou raciste soit faite à l'occasion des obsèques de notre camarade. »

Refusant leur échec, les commandos activistes se sont alors livrés à des ratonnades meurtrières. Se déplaçant en voiture, ils tiraient sur les travailleurs arabes isolés. 11 Algériens ont été ainsi abattus entre le 25 août et le 13 septembre. Dont 6 dans la seule ville de Marseille. A la suite de ces agressions, des enquêtes policières ont été ouvertes. Elles le sont toujours ! Car nulle arrestation n'est intervenue, du moins officiellement. De deux choses l'une. Ou le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité des étrangers sur son territoire — il semble que ce soit l'hypothèse retenue par le gouvernement algérien pour suspendre l'immigration vers la France le 19 septembre et menacer de rapatrier ses ressortissants. Ou, comme le laisse entendre « le Monde », 18 arrestations ont bien été opérées dans le cadre de ces enquêtes. Auquel cas on est en droit de s'interroger sur la discrétion des services de police, discrétion tout à fait inhabituelle en de semblables circonstances.

Dans la communauté arabe de Marseille, cette vague d'agitation a tout d'abord suscité la peur, puis la colère. Les propos apai-

→

LE PIEGE RACISTE

→

sants de l'Amicale des Algériens en Europe — organisme proche du gouvernement algérien — n'arrivaient plus à la contenir. Aussi le M.t.a. a-t-il senti la nécessité de canaliser cette agressivité contenue avant qu'il ne soit trop tard. En appelant les travailleurs arabes à faire grève le 3 septembre. Son appel fut entendu et 60 % d'entre eux ne se rendirent pas à leur travail. Cette action permit aux travailleurs immigrés de prendre conscience de leur capacité d'organiser avec succès des actions importantes.

Mais ce n'était pas suffisant. La nécessité se faisait sentir de briser le mur de l'incompréhension et de l'indifférence entre les deux communautés. C'est à quoi s'est employé le Comité de solidarité avec les travailleurs immigrés (C.s.t.i.) en octobre et en novembre. Ce fut d'abord des explications sur le rôle, la fonction, les conditions de vie et de travail, les expulsions — facilitées par la circulaire Fontanet — des travailleurs immigrés, leur obligation de respecter une « neutralité politique ». En un mot, tout ce qui fait leur vie. Et ceci au cours d'une quarantaine de débats dans les quartiers, débats accompagnés de films comme « Etranges étrangers ». Le 10 novembre, cette campagne était clôturée par un festival franco-arabe pour la liberté d'expression des travailleurs immigrés. 2 000 personnes y assistaient. Certains étaient venus avec leurs familles, cette manifestation étant leur fête. Puis six comités antiracistes de quartiers se sont constitués.

De son côté, la municipalité que dirige Gaston Defferre poursuit son effort solitaire. Car l'aide de l'Etat, en ce domaine comme dans les autres, fait cruellement défaut. Le premier effort a porté sur la résorption des bidonvilles. Des 40 qui en 1956 abritaient une vingtaine de milliers de personnes, il en subsiste 12 où vivent 7 000 personnes. Cependant, pour les travailleurs immigrés, un nouveau risque se profile à l'horizon : la récession économique, dont ils sont les premières victimes *(voir notre article page 14)*. Déjà, dans certains quartiers comme celui des Carmes, 70 % d'entre eux sont au chômage du fait de la grève dans les cimenteries.

Voilà un sujet de préoccupation pour la future commission extra-municipale. Regroupant une trentaine d'organisations et d'associations intéressées par les problèmes des travailleurs étrangers, cette commission aura pour tâche d'exprimer des vœux et d'avancer des propositions en leur faveur.

Proche des émigrés, le Pr. Audoussau a un autre souci : la rénovation du cœur de Marseille, qui aura pour conséquence la disparition du quartier arabe de la ville. Si l'îlot Sainte-Barbe ne compte que 20 % de Nord-Africains, il joue le rôle indispensable de lieu de rassemblement, de rencontres et de commerce pour toute la population nord-africaine de la ville.



Les obsèques des quatre victimes, à Marseille.

Les nostalgiques

Mais, ces derniers mois, le gouvernement a lourdement contribué à renforcer l'isolement de la communauté arabe. Par un moyen expéditif : les mesures d'expulsion. Trois hommes, en particulier, en ont été victimes : Maurice Coubarge, Mohammed Laribi et le pasteur Perrégaux. Ces mesures ont été péniblement ressenties par les travailleurs nord-africains. D'autant que rien n'a laissé penser qu'elles n'étaient point un gage donné au racisme. Sans doute la misère, la peur, l'incertitude du lendemain, la colère et l'indignation se sont-ils conjugués pour assurer le succès de la manifestation de dimanche. Une foule de 10 000 personnes a accompagné le convoi funèbre des 4 victimes depuis l'hôpital de la Timone, à l'entrée de l'autoroute du Nord, à travers tout Marseille. Des Français — trop rares — étaient venus témoigner leur sympathie et leur compréhension à ces étrangers atteints au plus profond de leur chair. Du cortège où la tension et l'émotion étaient perceptibles montait un seul slogan : « A bas le racisme ». Au moment où le cortège se disloquait à la porte d'Aix, des responsables du M.t.a. ont appelé les Algériens à faire grève le lendemain. De son côté, l'Amicale des Algériens en Europe, si elle ne s'est pas associée à cet appel, a laissé les travailleurs décider librement de leur attitude. Hâtive, mal préparée, cette grève a été suivie par plus de 20 % des travailleurs algériens, prouvant leur refus de continuer à ne plus tout subir.

Cet attentat n'aura pourtant pas que des conséquences « sociales ». Il ne peut manquer de nuire aux relations entre la France et l'Algérie. A Alger, on laisse entendre que les condoléances de Pompidou et les promesses de Pierre Messmer ne suffisent plus. « La situation est devenue insupportable. Comment peut-on, dans un tel contexte, parler de l'avenir des relations franco-algériennes ? Les suites qui seront données au dernier attentat de Marseille constitueront un test pour les relations bilatérales ». À Marseille, dans la communauté arabe, la lassitude est évidente : un certain nombre de travailleurs parlent de regagner leur pays. Puis ils s'interrogent : ne serait-ce pas tomber dans le piège tendu par les auteurs de l'attentat ?

Mais il ne suffira pas que soient découverts les hommes qui ont accompli ce geste inqualifiable. Faut-il encore que ceux qui, comme Jean-Marie Le Pen, leader du Front national, s'écrient : « Plus que jamais le thème de l'Algérie française est à l'ordre du jour », ceux qui rêvent de casser du bougnoule, ceux qui insultent la population et le gouvernement d'un pays ami, soient réduits au silence. Qu'attend le gouvernement pour agir ? Pourquoi refuse-t-il de comprendre le lien étroit qui existe entre les campagnes racistes et les actes terroristes ? Quand voudra-t-il voir qui sont les véritables « ennemis de l'intérieur » ?

JEAN-LOUP REVERIER

La solidarité du P.S.

Le Comité directeur du P.S. a adopté vendredi dernier le communiqué suivant :

Après l'attentat perpétré au Consulat d'Algérie à Marseille, le Parti socialiste adresse aux familles des victimes, à l'ensemble des travailleurs algériens en France, au peuple algérien et à son gouvernement l'expression de son indignation et de sa solidarité. Ce crime s'inscrit dans une suite de meurtres et d'incitations racistes à la violence. La passivité dont le Pouvoir n'a cessé de faire preuve jusqu'à ce jour devant la recrudescence des provocations de toute nature engage gravement la responsabilité du gouvernement.

Le Parti socialiste exige qu'il soit mis fin sans délai à une tolérance qui se confond de plus en plus avec une complicité à l'égard des agissements des groupes d'extrême droite.

changer la vie sociale et économique

SUCCES CHEZ LAROUSSE

Après deux mois de revendications, les ouvriers de Larousse ont repris le travail lundi. En effet, depuis le 19 octobre, ils occupaient les locaux de Montrouge pour s'opposer à la fermeture de leur imprimerie, prévue pour le 31 du même mois. Après de longues négociations entre la direction et le syndicat C.g.t. du Livre, un accord est intervenu. La fermeture définitive de l'imprimerie est repoussée au 15 février. De plus, la direction accorde la pré-retraite à 57 ans, une indemnité spéciale égale à trois mois de salaire et l'installation d'un bureau de l'Agence nationale pour l'emploi afin de faciliter le reclassement des travailleurs. En contrepartie, les ouvriers renoncent à leur action.

Un succès relatif, mais non négligeable, pour le syndicat du Livre, qui vient en outre d'obtenir des dirigeants de l'imprimerie française la création d'une commission paritaire. A partir du 9 janvier, elle étudiera les problèmes qui touchent l'ensemble de la profession.

LA « SOLUTION » DU GRAND CHEF

En Vendée, la récession, on la vit déjà. Les établissements Big Chief, fabriquant des imperméables, ont en effet décidé de fermer temporairement les portes de leurs usines de La Roche-sur-Yon et de La Caillère. Les motifs de la direction : une trop grande baisse enregistrée sur le marché national du vêtement de pluie et l'impossibilité de faire démarrer avant la mi-janvier la production de vêtements pour la détente et le sport. Voire... En attendant, du 14 décembre au 15 janvier, le personnel se retrouve au chômage technique. C'est tellement plus simple pour l'employeur.

CARNAUD « REORGANISE »

Une politique sociale à l'avant-garde du secteur de la métallurgie : c'est ce dont se vantait le groupe Carnaud, premier producteur français de fer blanc et de boîtes métalliques (50 % de la production nationale). Mais que survienne la moindre incertitude économique et il n'y a plus de politique sociale qui tienne. Evoquant la conjoncture actuelle, la direction vient d'annoncer un plan de réorganisation de l'entreprise. Autrement dit, 220 travailleurs seront licenciés d'ici à 1976 dans les usines de l'Ouest (Basse-Indre, Nantes et Concarneau). De même, entre l'usine de Lyon et le siège social à Boulogne-Billancourt, on prévoit une centaine de mises en chômage. Les syndicats protestent ; ils en ont assez que les travailleurs fassent toujours les frais des diminutions de bénéfices — si minimes soient-elles — alors qu'il n'est jamais question de leur faire profiter de la bonne marche de l'entreprise.



Les piquets de grève à l'usine des Câbles de Lyon.

LA MAUVAISE FOI D'AMBROISE (suite)

300 travailleurs immigrés en guerre contre la C.g.e. (patron : Ambroise Roux) c'est ce qui se passe, depuis le 22 novembre, dans une filliale de ce puissant trust, l'usine des Câbles de Lyon à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Au lieu d'écouter des revendications justifiées, la direction a obtenu du tribunal l'expulsion des grévistes qui occupaient l'usine. En contrepartie, la direction devait ouvrir des négociations. Le 3 décembre, les travailleurs se sont donc exécutés. Et, bien entendu, la direction n'a pas tenu parole. Face à cette mauvaise foi, les grévistes ont décidé de réoccuper l'usine. Depuis, ils ont constitué des commissions avec les syndicats pour mettre au point leurs revendications.

LE CIMENT A GAGNE

Les travailleurs du ciment ont eu raison de l'obstination patronale. Mais à quel prix ! Pour qu'une réelle négociation intervienne, il aura fallu une formidable cohésion de tous les travailleurs, à tous les niveaux : un mois de grève très dure, 12 000 grévistes sur les 14 000 employés de cette industrie, 80 % de la production arrêtée soit une perte sèche de près de 8 millions de francs pour le patronat, toutes les importations de ciment bloquées aux frontières et 600 000 chômeurs techniques dans les industries du bâtiment. Après plusieurs ruptures de négociation tant la mauvaise volonté patronale était grande, les syndicats C.g.t., F.o., et C.g.c. ont signé dimanche un accord, ratifié mardi par la C.f.d.t. après consultation de ses adhérents. Les premières propositions des employeurs sont largement dépassées. A l'augmentation des salaires de 3,5 % et à la garantie de l'emploi en cas de fusion ou de réorganisation d'entreprise s'ajoutent maintenant une prime exceptionnelle de 400 F et la pré-retraite à 63 ans d'une valeur de 75 % du salaire. Des acquis importants, qui portent l'augmentation des salaires à 17,3 % pour 1973.

La reprise du travail s'effectue normalement dans toute la France. Quant à l'augmentation de 25 % souhaitée par les syndicats, ce n'est que partie remise. Des discussions doivent reprendre au début de l'année.

GREVE INTERNATIONALE

Le syndicalisme international devient une réalité : une nouvelle preuve vient d'en être donnée par la grève qui dure depuis près de trois semaines aux Savonneries Lever, une entreprise de Haubourdin employant 1 500 personnes. Dans d'autres pays, les salariés d'Unilever ont réagi rapidement : les ouvriers hollandais ont, d'eux-mêmes, bloqué toutes les exportations vers la France. Et l'I.c.f. (Confédération internationale de la Chimie) à laquelle est affiliée la C.f.d.t. lance un appel à ses membres belges, italiens et allemands. Affaire à suivre.

CONNAITRE I.T.T.

Une initiative intéressante : celle prise par le Comité d'entreprise du Matériel téléphonique, filiale de I.t.t., qui emploie 3 000 salariés à Boulogne-Billancourt. Il a acheté, pour 19 F, le livre d'Anthony Sampson sur I.t.t., et a organisé une vente aux portes de l'usine : les ouvriers ont pu se procurer pour 15 F (au lieu de 38 F en librairie) ce livre qui raconte — entre autres — les relations entre I.t.t. et les nazis, le rôle joué par I.t.t. au Chili. 500 exemplaires vendus en une heure : le personnel de L.m.t. a envie de savoir pour qui il travaille...

BAROMETRE DU CHOMAGE

Signe infaillible du développement du chômage : la cotisation aux Assedic (assurance-chômage) vient d'être majorée de 14 %. De 0,70 % du salaire, elle passe ainsi à 0,80 %. Reprenant pour le compte des travailleurs l'insécurité économique à venir, les syndicats auraient voulu une augmentation plus substantielle. Le patronat, qui, dès à présent, use volontiers de cet argument quand il s'agit d'expliquer des licenciements, s'y est opposé. Et pour cause. C'est lui qui paie la plus grosse partie de cette cotisation : 0,64 % du salaire contre 0,16 % payé par le salarié.

Chili

Un réfugié chilien raconte...



« En descendant de l'avion, nous avions peur, comme si la main obscure des militaires pouvait encore s'abattre sur nous. Nous touchions le sol français à la fois soulagés et craintifs ».

Il y a actuellement en France 560 réfugiés venus du Chili. On espère qu'une centaine encore pourront quitter Santiago avant le 31 décembre. Une bonne moitié d'entre eux ne sont pas Chiliens. Ils s'étaient réfugiés au Chili, territoire libre d'Amérique sous le gouvernement de l'Union populaire, venus des pays soumis à l'impérialisme : Brésil, Uruguay, Paraguay, Colombie, Bolivie. Depuis le 11 septembre, victimes de la chasse aux « étrangers venus au Chili pour y tuer des Chiliens », ils sont à la recherche d'une nouvelle terre d'asile.

Les Chiliens, eux, sont des personnes poursuivies par la junte. Beaucoup d'entre eux ont été détenus, torturés, condamnés. Ils n'ont échappé à leurs assassins que grâce à des interventions dont nous ne pouvons, évidemment, donner le détail ici, ou grâce à la chance : les victimes du fascisme sont si nombreuses que normalement, de par la loi des grands nombres, quelques-unes d'entre elles parviennent à se sauver.

Depuis le 4 novembre, les arrivées à Orly se sont succédées au rythme d'un ou deux groupes par semaine. A la descente d'avion, les réfugiés sont pris en charge par la Cimade, institution œcuménique qui se charge de les diriger sur divers centres de la région parisienne ou de province, là où il y a de la place.

Le gouvernement, par l'intermédiaire de la Cimade, assure la nourriture et le logement pour une durée de trois mois. Au terme de ce délai, il est admis qu'ils devront se débrouiller seuls.

Même le pain

Pour ces personnes déracinées, perdues dans un monde qui leur est étranger, diminuées physiquement et moralement, les problèmes qui se posent paraissent souvent insurmontables. D'où un immense découragement, des débuts de névroses et de dépressions. Il faut des médecins, des crèches pour les petits, des professeurs, des employeurs. A cause de la crise de l'emploi, la recherche d'un travail est une entreprise qui tient du cauchemar. Le M.o.e. (Main-d'œuvre étrangère) apposé sur les cartes de séjour n'incite pas les employeurs à la générosité, même si le candidat est chilien, même si l'employeur a fait sa B.a. en participant à « la grande vague de solidarité Chili ».

Il faut ajouter que la plupart des réfugiés « retenus » par l'ambassade de France à Santiago sont des intellectuels ou des artistes, difficiles à reclasser. Qu'il y a des familles entières, ou des femmes qui ont perdu leurs maris, ou des gens qui ont dû abandonner les leurs et pensent leur envoyer de l'argent pour survivre. Car au Chili, maintenant, même le pain est un produit de luxe.

Nous avons pu recueillir au centre de T., ce témoignage d'un réfugié.

« Excusez-moi, je ne donnerai pas mon nom. Il se passe trop de choses terribles dans mon pays. Nous qui sommes à l'extérieur, nous craignons les représailles contre nos familles, nos compagnons et nos amis.

« Je suis Chilien, marié. Que je sois intellectuel, ouvrier, médecin, étudiant ou paysan, peu importe. Ce que nous voulons pour notre pays, c'est la justice, l'égalité des droits, la terre aux paysans, les richesses nationales pour notre patrie. Ce que nous voulons, c'est un gouvernement populaire comme celui que nous avions, notre gouvernement, celui de Salvador Allende.

« Aujourd'hui, ceux qui désirent cela, dans mon pays, on les traite en délinquants, on les poursuit avec une cruauté sans précédent. J'ai été prisonnier plus de deux mois, j'ai été torturé deux fois, j'en suis sorti grâce à un organisme international qui est intervenu pour qu'on me laisse partir avec ma femme, elle-même expulsée parce qu'étrangère. La France était un des pays qui acceptait de recevoir des réfugiés et nous nous sommes accrochés à ce pays qui était notre chance de survie. Pourriez-vous imaginer un instant que vous autres, Français, vivez de nouveau la nuit de l'occupation fasciste, marchant sans but, vous cachant où vous pouvez, sachant que si vous

Espagne: Un nouveau Burgos

1001. C'est le numéro de dossier que le président du tribunal de l'ordre public a ouvert jeudi, à Madrid. Un dossier dangereux : il concerne dix dirigeants des « commissions ouvrières » (les syndicats clandestins). Un procès qui vient après celui de Barcelone : deux condamnés à mort. Et après la condamnation à de lourdes peines de prison des militants socialistes des îles Canaries.

Ce procès dérange beaucoup le régime espagnol : la personnalité des accusés, le relais des Partis de gauche européens lui font craindre un second procès de Burgos. Au point qu'il a mis longtemps à en fixer la date. Le Parquet madrilène commença à le reculer de mois en mois, pour s'arrêter finalement au 8 janvier 1974. Un rapport du ministère des Affaires étrangères suggéra de le fixer plutôt au 20 décembre, quelques jours avant les Fêtes, pour éviter la solidarité européenne, toujours dangereuse pour l'image de marque de l'Espagne que Georges Pompidou pousse sur l'avant-scène du Marché commun.

Mais ce procès peut également avoir des conséquences sur le plan intérieur. Nées en 1962, les commissions ouvrières se sont formées essentiellement avec des militants catholiques et communistes. Et elles ont, dès lors, refusé la véritable clandestinité.

Elles sont « semi-clandestines » : action au grand jour, mais animation discrète — l'aide de l'Action catholique ouvrière est déterminante pour elles. Elles n'en sont que plus dangereuses pour le régime.

Le procureur réclamera de 12 à 20 ans de prison pour les dix inculpés. Ils sont accusés de former le comité national de coordination des commissions ouvrières. Et ils ont été arrêtés le 24 juin 1972 dans le noviciat des pères Oblats de Poruela, à une douzaine de kilomètres de Madrid. Preuve tangible de l'aide qu'une partie de l'Eglise espagnole leur apporte.

La personnalité de Marcelino Camacho, leur leader, un ancien ouvrier des usines Perkins à Madrid, sera au centre du procès. Et de la solidarité. Déjà, la police espagnole à dû envahir, le 12 décembre, l'université de Madrid pour empêcher les étudiants de tenir une réunion de solidarité. Le lendemain, les centaines d'ouvriers qui construisent la gare de Chomatin, au nord de Madrid, ont lancé un mouvement de grève pour les accusés du procès 1001.

Quant à la gauche française, elle a immédiatement réagi en organisant jeudi un meeting unitaire contre la répression franquiste pour la solidarité avec tous les antifascistes espagnols. Un combat qui ne cesse pas depuis trente-sept ans et qui ne doit pas faiblir.

NICOLAS BRIMO





Sous le règne de cette junte militaire qui pose complaisamment, le Chili est devenu une immense prison. Une cinquantaine des principaux responsables de l'Unité populaire sont détenus au camp de l'île Dawson parmi lesquels (sur notre photo) les dirigeants du Parti socialiste Aniceto Rodriguez, Jose Toha et Clodomiro Almeyda. Ce dernier a été condamné après une parodie de jugement. Son état de santé est très précaire et ses jours sont en danger.

êtes pris, vous serez torturés et probablement assassinés. Et vous demandant : pourrai-je accéder à une ambassade ? M'y acceptera-t-on ?

« Aujourd'hui des milliers de Chiliens errent ainsi, essayant de sauver leur vie. Quelques-uns y sont parvenus et se trouvent en sécurité dans d'autres pays. Je suis l'un de ceux-là mais je ne cesse pas un instant de penser à mon peuple. Je voudrais savoir ce qui se passe là-bas, j'essaie de faire quelque chose, de parler à des gens qui m'aident à sauver mon peuple.

« Quand nous sommes descendus de l'avion qui venait du Chili, nous avions peur, comme si la main obscure des militaires pouvait encore s'abattre sur nous et nous conduire vers les prisons. Nous touchions le sol français à la fois soulagés et craintifs. Pourtant, il y avait des visages souriants, des mains qui se tendaient et que nous serrions avec force, mais aussi avec appréhension. Je me rappelle qu'à côté de moi il y avait une femme bolivienne qui pressait contre elle son enfant, comme si elle avait peur qu'on le lui enlève.

"Vous pouvez nous aider..."

« Peu à peu, la tension s'est relâchée. A présent, nous vivons dans des refuges à Paris où dans les environs. Nous avons un lit où dormir, une table où manger, des amis à nos côtés. Oui, bien sûr, il y a des problèmes. Le premier qui se pose est celui de la langue. Apprendre assez de français pour pouvoir aller acheter un journal au coin de la rue sans devoir parler par gestes, pour qu'on ne nous regarde pas comme des étrangers. Pouvoir parler à ceux qui nous ont accueillis, les remercier, leur dire que nous ne sommes pas des étrangers dans votre pays, que les étrangers ce sont les maîtres actuels du Chili, que nous sommes un même peuple.

« Maintenant, nous suivons des cours de français, nous apprenons à nous exprimer, difficilement, à cause de la phonétique. Quelquefois, les mots nous échappent, mais tant bien que mal nous allons de l'avant.

« Pour les enfants ainsi que pour bon nombre d'adultes se pose un autre problème urgent : le besoin de soins médicaux. La tension à laquelle nous avons été soumis tous ces derniers temps s'est répercutée sur notre santé.

« Il y a aussi le problème de l'argent et du travail...

« Oui, je pense que vous pouvez nous aider, en parlant non de nous, mais de ce qui se passe dans notre pays. Chaque ligne écrite contre les militaires fascistes du Chili peut nous aider à résister. Chaque fois que la presse dénonce de nouveaux assassinats, les tortures, les conditions de vie inhumaine dans les camps de concentration, elle contribue à la lutte contre le fascisme. Il faut que les peuples du monde prennent position contre la junte criminelle qui gouverne au Chili. Du temps d'Hitler, il y a eu des gens qui se sont refusés à prendre parti parce qu'ils ne savaient pas ce qui se passait, parce que ça ne se passait pas chez eux. « Ce n'était pas leurs oignons » (en français). Aujourd'hui personne n'ignore ce qui se passe au Chili, personne ne peut se sentir tranquille quand on sait que, là-bas, il y a un peuple qui fait front héroïquement contre le fascisme. Nous en sommes sûrs, nous avons vu les visages souriants qui nous accueillaient, les mains qui se tendaient, et puis il y a eu l'arrivée de Vilarin, l'ambassadeur des putschistes : la tête baissée et se cachant comme les criminels.

« Oui, vous et votre journal, vous pouvez nous aider. Vos lecteurs peuvent nous aider. Aujourd'hui, il est encore possible de faire quelque chose : il faut arrêter les exécutions et les tortures, sauver les milliers de prisonniers politiques qui remplissent les prisons et les camps de concentration. Il faut prendre parti pour la vie, contre la mort. »

JACQUELINE SORRET



Une série d'actions ont été menées ces jours derniers à Paris pour protester contre la venue à Paris d'« ambassadeurs » de la junte. Samedi matin, les militants socialistes de Paris ont déployé des banderoles de solidarité avec le Chili en plusieurs points de la capitale. Rue des Pyramides, ils ont occupé les bureaux de la compagnie Lan Chile et apposé sur les vitrines des affiches à l'effigie de Salvador Allende.

Economie

LE JEU DE L'AUTO

Les constructeurs automobiles ferment pendant les fêtes. Une « crise » qui tombe bien. Premières victimes : les travailleurs immigrés.

« Mettez un Arabe dans votre moteur ». « Dehors, les travailleurs arabes. » C'est ce genre d'affiches que les travailleurs de chez Renault, à Billancourt, ont trouvé un matin en arrivant dans leurs ateliers, il y a une quinzaine de jours.

Mercredi 12 décembre, 7 heures du soir. La porte K des usines Berliet à Vénissieux : Mohamed Becerani sort, avant l'heure, car il avait demandé une autorisation d'absence pour visiter un logement. Quatre hommes tirent sur lui, le manquent et s'enfuient en voiture.

« Un grand nombre de travailleurs, immigrés pour la plupart, demandent leur compte pour le 21 décembre, constate un militant C.g.t. de l'usine Citroën à Asnières. Le climat qu'on entretient à leur égard est tel que cela les amène à cette attitude de résignation. »

A Poissy, chez Simca, les chefs de service recherchent actuellement les immigrés qui accepteraient de partir le plus tôt possible en congé dans leur pays. Au besoin, on le leur « conseille »...

Première conséquence de la crise pétrolière : une recrudescence certaine du racisme. Une chose est d'ores et déjà certaine : les premières victimes de la « crise » de l'industrie automobile, si crise il y a, seront les travailleurs immigrés. Ce qui ne veut pas dire que les autres salariés ne subiront pas, eux aussi, les conséquences de cette fameuse crise.

Panique organisée

Partout, en effet, des bruits alarmistes circulent. On parle de réduction des commandes, on décide des mesures de réduction de production. En Suède, Volvo diminuera sa production de voitures de 4 % pendant les six premiers mois de 1974, et pendant 5 à 8 semaines la semaine de travail sera ramenée à 4 jours. Au Japon, les constructeurs automobiles décident la semaine de 5 jours et le vice-président du premier constructeur automobile, Toyota, annonce une baisse de production de 30 % pour 1974 dans toute l'industrie automobile. Henry Ford estime que les ventes aux Etats-Unis devraient baisser de 13 % l'an prochain. Et Umberto Agnelli annonce que l'activité de Fiat pourrait bien diminuer de 25 % en 1974, ce qui entraînerait, selon lui, la mise au chômage de 25 000 salariés sur les 200 000 que comptent ses entreprises. Les firmes allemandes ont déjà mis en chômage, plus ou moins partiel, 50 000 des 350 000 ouvriers de l'industrie automobile : leurs carnets de commandes, disent-elles, enregistrent en novembre une baisse de 46 % par rapport à novembre 1972.

La France, elle non plus, n'est pas épargnée. Et, pour les constructeurs automobiles, des mesures s'imposent.

Citroën ferme ses usines pendant 11 jours, ce vendredi jusqu'au 2 janvier. Motif donné par la direction : une chute des exportations (15 à 20 %) vers l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique. Les jours chômés seront déduits des congés payés de 1974.

Situation semblable chez Peugeot : les chaînes s'arrêtent pendant la même période à Sochaux, Mulhouse et Saint-Etienne. Le contrat de travail de 259 ouvriers yougoslaves ne sera pas renouvelé. Et l'arrêt momentané du recrutement de travailleurs immigrés est décidé.

Simca-Chrysler réduira ses horaires dès le début de l'année. La Saviem a décidé d'arrêter l'embauche dans ses usines de fabrication dès le 1er janvier 1974. Alpine, filiale de Renault, fermera ses deux usines de Dieppe et de Thiron-Gardais, en Eure-et-Loir, du 21 décembre au 2 janvier.

Même son de cloche chez tous les constructeurs automobiles : c'est la crise. Responsables : la pénurie de pétrole. Dans les boîtes les plus dures, Citroën, Simca, des tracts appellent à l'union sacrée : « Du manœuvre à l'ingénieur, nous sommes moralement concernés, lit-on dans un tract C.f.t. distribué chez Citroën... Vous n'êtes pas sans ignorer les mesures prises par nos voisins afin de pallier à la crise du pétrole, il faudrait être bien naïf pour ne pas se rendre compte qu'à brève échéance cela pourrait avoir, sur divers secteurs de l'économie nationale, de lourdes conséquences. Certains d'entre nous vont en faire la triste expérience ».

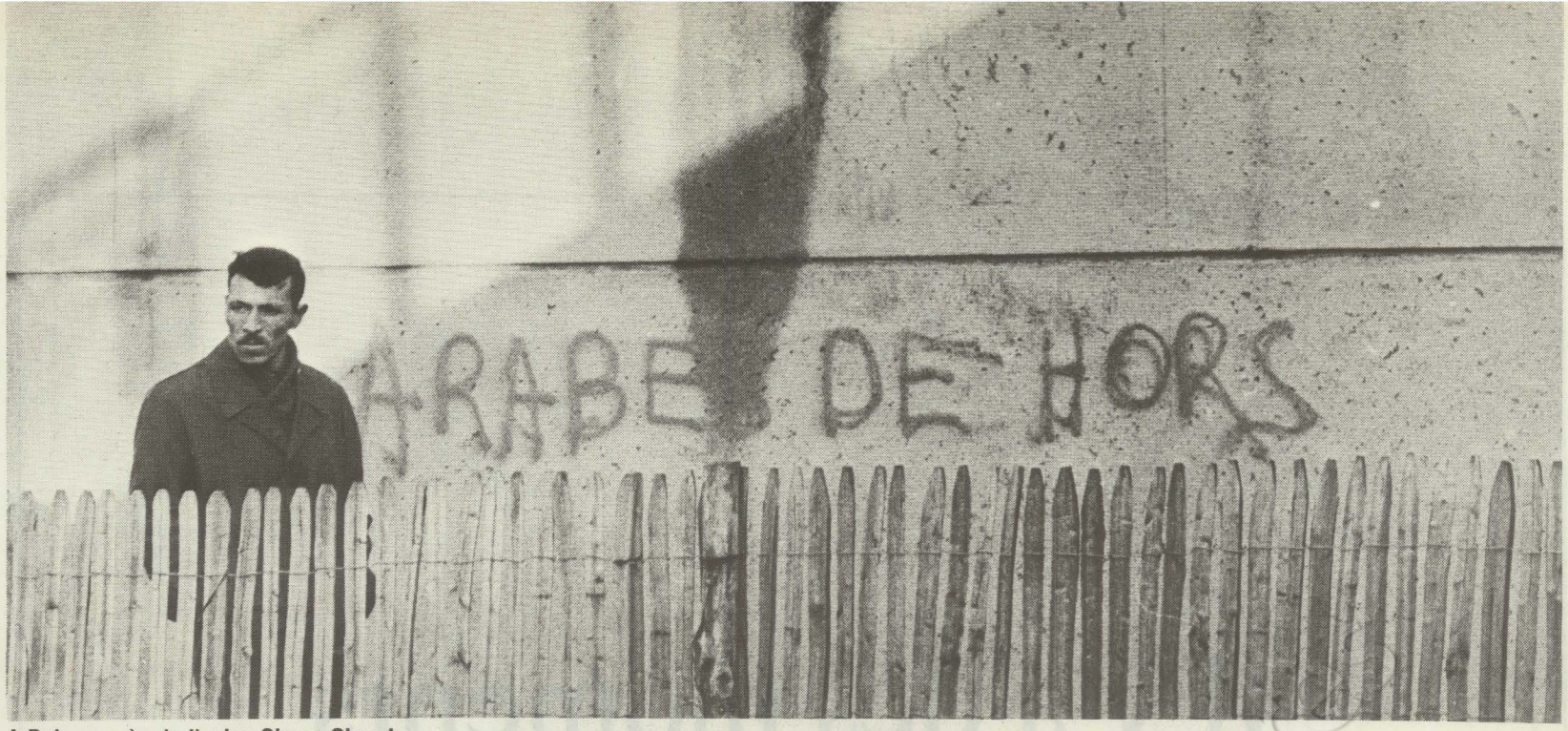
Bref, c'est la grande panique. Scientifiquement organisée. Car, si on y regarde de près, la situation de l'industrie automobile française n'est pas catastrophique. Loin de là. Entre 1965 et 1971, la production dans cette branche a augmenté de 89 %. Pendant la même période Chrysler-France, Renault et Peugeot ont plus que doublé leur production. Citroën, le pauvre, n'a vu la sienne croître « que de 44 % », écrivait « le Monde » en octobre 1972. Le bilan 1972 aussi est éloquent : la production a augmenté de 10 %. Progression qui se confirme pendant le premier semestre de 1973, où la production s'accroît de 5,7 % par rapport aux six premiers mois de 1972. Bref, écrivait le mensuel économique « l'Expansion » en octobre 1973, « l'automobile se porte bien, et en France mieux que partout ailleurs, puisque, pour la seconde année consécutive, le taux de progression de la production a été le plus élevé des pays européens ».

L'alibi pétrolier

Ainsi, dans le classement des sociétés mondiales les plus prospères, Peugeot, en 1972, gagne 23 places, Renault 15 places, Citroën 7 places... Les bénéfices font des bonds fabuleux. En tête, Peugeot, dont le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 15,8 % en 1972. Bénéfice par travailleur : 1,8 million d'anciens francs. Et, après avoir annoncé la fermeture de Noël, la direction

Chez Volvo, en Suède.





A Poissy, près de l'usine Simca-Chrysler.

fait tranquillement savoir qu'en 1973 le chiffre d'affaires augmentera encore de 18 %

Quant à Citroën, son chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 5,9 % l'an dernier. Le P.d.g. de Citroën vient d'ailleurs de déclarer que l'entreprise n'était pas en difficulté, que les résultats étaient bons, qu'il s'agissait seulement de prévoir les aléas.

Enfin, la Chambre syndicale des constructeurs vient d'établir des statistiques : on a vendu en France, pendant le mois de novembre, un peu plus d'automobiles qu'en novembre 1972.

Tout cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problèmes : les commandes à l'exportation ont baissé de 20 %. Ce qui est grave pour l'industrie automobile française, ce colosse aux pneus d'argile, qui exporte 56 % de sa production. De plus la clientèle préfère, en ce moment, les petits modèles (2 CV, R 4), qui consomment moins d'essence, mais qui ont pour les constructeurs le grave défaut d'être moins intéressants financièrement.

Cela justifie-t-il les ponts forcés et les réductions d'horaires ? On peut en douter. « S'il y a une industrie qui a tiré bénéfice de l'expansion industrielle de notre pays depuis 5 ans, c'est bien l'industrie automobile, estime Albert Mercier, secrétaire national de la fédération C.f.d.t. des Métaux, responsable du secteur automobile. Elle peut supporter un passage difficile, si passage difficile il y a. On a aujourd'hui le sentiment qu'on est dans un phase plus psychologique que réelle : on paie bien plus les mesures inflationnistes que la crise pétrolière. Car la récession, s'il doit y en avoir une, était prévisible. Mais les constructeurs trouvent que c'est plus facile à faire passer sous l'angle de la crise pétrolière. C'est une espèce de diversion.

« L'exemple de Citroën est frappant : quinze jours après l'annonce des mesures pétrolières, Citroën, qui constate des baisses dans ses carnets de commandes, justifie par la crise du pétrole la fermeture de ses usines. Cela ne tient pas debout : on n'a jamais vu les constructeurs automobiles être aussi sensibles à une baisse conjoncturelle ». Même analyse à la C.g.t. : « On ne peut tout mettre sur le dos de la crise du pétrole. Mais, bien avant qu'elle n'arrive, on savait que l'industrie automobile aurait des problèmes ; les experts l'avaient prévu depuis plus d'un an ».

C'est vrai : en janvier 1973, « le Monde » écrivait : « L'euphorie est pigmentée d'inquiétude... Au-delà du répit de 1973, déjà les constructeurs s'inquiètent de définir les conditions et moyens d'un nouveau bond en avant. »

Sans soupape

« La politique des grands constructeurs est simple, explique-t-on à la C.g.t. Ils veulent que l'expansion colossale de ces dernières années se poursuive aujourd'hui, par des cadences plus élevées et une politique d'austérité particulièrement féroce. Les menaces sur l'emploi ne sont pas dues aux pays arabes, comme on voudrait le faire croire, mais à la politique de rentabilisation des capitaux ». Ce que Jean Breteau, secrétaire général de la fédération C.g.t. de la Métallurgie, résume en ces termes : « Le patronat a en ce moment un besoin de chômage plus impérieux que jamais ; il doit faire produire plus, en moins de temps, avec moins de travailleurs et encore plus de profits ». En d'autres termes : les travailleurs de Peugeot ou de Citroën payent en ce moment pour que les bénéfices fabuleux de leurs patrons ne baissent pas. Et on ne peut pas dire qu'ils en tireront de grands bénéfices : la part des salaires ne cesse de baisser dans les chiffres d'affaires des constructeurs. Ainsi, chez Citroën, elle était de 21,9 % en 1970. Et de 19,3 % deux ans plus tard.

Mais le principal n'est pas là. Il est dans le climat que créent ces mesures. Un climat d'insécurité et de panique dont l'objectif, selon les syndicats, est « de mettre en condition les familles de travailleurs afin qu'elles acceptent, de bon gré, des restrictions dans tous les domaines et faire en sorte qu'au nom de l'« union sacrée » entre exploiteurs et exploités, ceux-ci abandonnent leurs revendications dans les entreprises ».

« Le patronat mène en ce moment un jeu dangereux, déclare Mercier. Il essaie, par la crise qu'il veut faire peser sur l'emploi en prenant prétexte de la crise pétrolière, de faire baisser la combativité ouvrière. Il augmente la psychose de l'insécurité de l'emploi. Et le racisme. C'est jouer avec le feu ».

Cela dépasse largement le cadre de la « crise » dans l'automobile, qui sert de ballon d'essai au patronat et au gouvernement pour tester les réactions des Français à sa politique : si la crise de l'énergie aggrave la situation de l'emploi, quoi de mieux, pour les patrons, qu'une explosion de colère contre les travailleurs immigrés ? « Les travailleurs savent par expérience, déclare André Allamy, secrétaire de la C.g.t. qu'en période de récession, nous assistons à des tentatives de développer le racisme et la division des travailleurs. Et le patronat ne se prive pas de faire appel aux sentiments xénophobes pour mieux régler ses problèmes. » « On voit venir l'utilisation des travailleurs immigrés comme moyen de chantage contre les pays producteurs de pétrole, ajoute Edmond Maire, secrétaire général de la C.f.d.t. Cela risque d'être une relance raciste dans notre pays. Si le gouvernement continue, il sera directement responsable de toute recrudescence raciste ».

Bref, c'est la vieille tactique du bouc émissaire que les patrons de l'automobile sont aujourd'hui les premiers en train de roder. Sans soupape de sécurité.

MICHELE BACKMANN

Chez Fiat, à Turin.



Il y a des moments où nous sommes particulièrement contents d'avoir la réputation de faire des voitures économiques

RENAULT

les Renault sont lubrifiées par elf

PUBLICIS E 1

changer la vie culturelle

Télévision

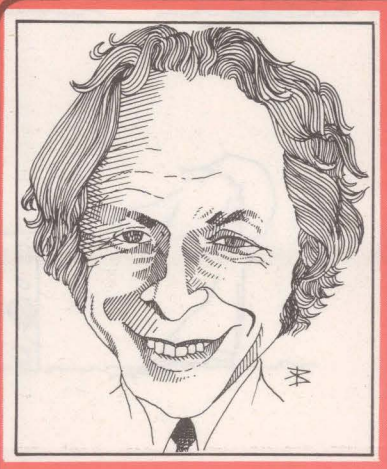
VOYAGE INITIATIQUE

Romain Weingarten et Robert Maurice nous proposent, avec leur « Belle au Bois dormant » (samedi 22 décembre, 1ère chaîne, 20 h 35), une lecture originale du conte. Nous le retrouvons, mais dépouillé de ses artifices, très proche du réalisme. Et de ses témoins cachés. Les rêves et cauchemars des personnages éclatent. Plusieurs récits se mêlent ainsi. L'absence de couleur sur le petit écran leur fera perdre beaucoup de la force et du rythme qu'ils acquièrent. C'est ailleurs progressivement que Robert Maurice a eu l'habileté de nous amener dans ces univers oniriques.

La princesse fait, au Bois dormant, à travers ses quêtes du bonheur, un véritable voyage initiatique. Le bonheur, pour se libérer, a besoin du mal et de l'horreur : pour la princesse, il est à ce prix. Elle n'en demeure pas moins comme élue des hommes fragiles et fuyants.

Résultat : un conte de fée humanisé, mais pas dépoétisé.

J.R.



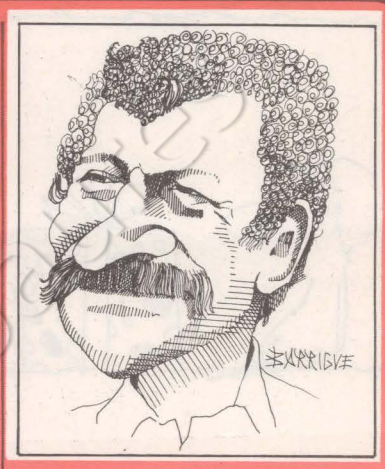
Cinéma

LE RIRE DE LA BONNE CAUSE

Mais que veut-il donc, ce grand blond-là avec ses élégantes chaussures noires qui nous change des gros sabots poujadistes de ses confrères amuseurs ? Protester contre les compromissions, les scandales et les inégalités. Il y a beaucoup de bon sens et de volonté dans le regard bleu de Pierre Richard. Dans « Je sais rien, mais je dirai tout », éducateur social ayant eu une éducation très surveillée par son marchand de canons de père, il se met en tête de ramener trois voyous dans le droit chemin et de se solidariser avec les ouvriers de l'usine familiale. Pierre Richard, qui se révèle avec bonheur comme un anti-Jean Yanne, n'est pas si distrait qu'on paraît le dire : pour s'en persuader, il suffit de voir piétiner les bégonias et ridiculiser P.d.g., officiers, archevêque confondant sabre et goupillon, ministres, flics, avant de tout faire sauter dans une immense éclat de rire.

Yves Robert, lui, se penche avec tendresse sur le triste sort des prolétaires du monde du spectacle. Pas facile d'être un second rôle. Avec le métier qui vous terrasse, les enfants qui vous tracassent et les femmes qui vous dépassent...« Salut, l'artiste ! ».

Quant à Michel Berny, lorsqu'il dépeint deux familles voisines de palier, petits bourgeois



minables, c'est pour nous tendre un miroir et faire le procès d'une époque qui nous a rendus bêtes et méchants. Ce nouveau venu du cinéma comique a su coincer des tranches de généralités entre ses gags et ses propos agressifs dans « Les grands sentiments font les bons gueuletons ».

Vous voyez bien qu'on peut rire pour la bonne cause.

J.-L. D.

Exposition

UN MUSEE POUR ENFANTS

Le musée pour enfants existe temporairement à Paris. Il a pris place dans une aile du Louvre, autrement dit au Musée des arts décoratifs (107 et 109, rue de Rivoli, Paris-1er). En deux expositions différentes, mais voisines, il réunit et les jouets les plus fabuleux dont un enfant puisse rêver, et les livres d'images les plus beaux qu'il puisse imaginer.

Les jouets proviennent d'une collection du Musée du jouet de Sonneberg, en R.d.a., une petite ville toute enveloppée de forêts qui fut un des plus anciens centres de fabrication de poupées, de chevaux et d'automates en bois. Les enfants d'aujourd'hui ont vraiment beaucoup perdu avec leurs jouets en plastique !

Les livres, eux, sont rassemblés sur le thème « l'enfant et les images ». En fait, c'est plutôt une vaste salle de lecture où les enfants peuvent lire ou parcourir les meilleurs livres européens. La richesse de la littérature enfantine n'a pas fini de surprendre. On a même fait en sorte que cette bibliothèque devienne une aire ludique : les comédiens du Théâtre du Fil d'Ariane déguisent les enfants, les maquillent et les laissent interpréter à leur façon ce qui leur a été joué.

Le tout est gratuit pour les moins de 6 ans. Et dure jusqu'au 2 janvier.

J.-C. R.

Théâtre

VIN, CULTURE ET POLITIQUE

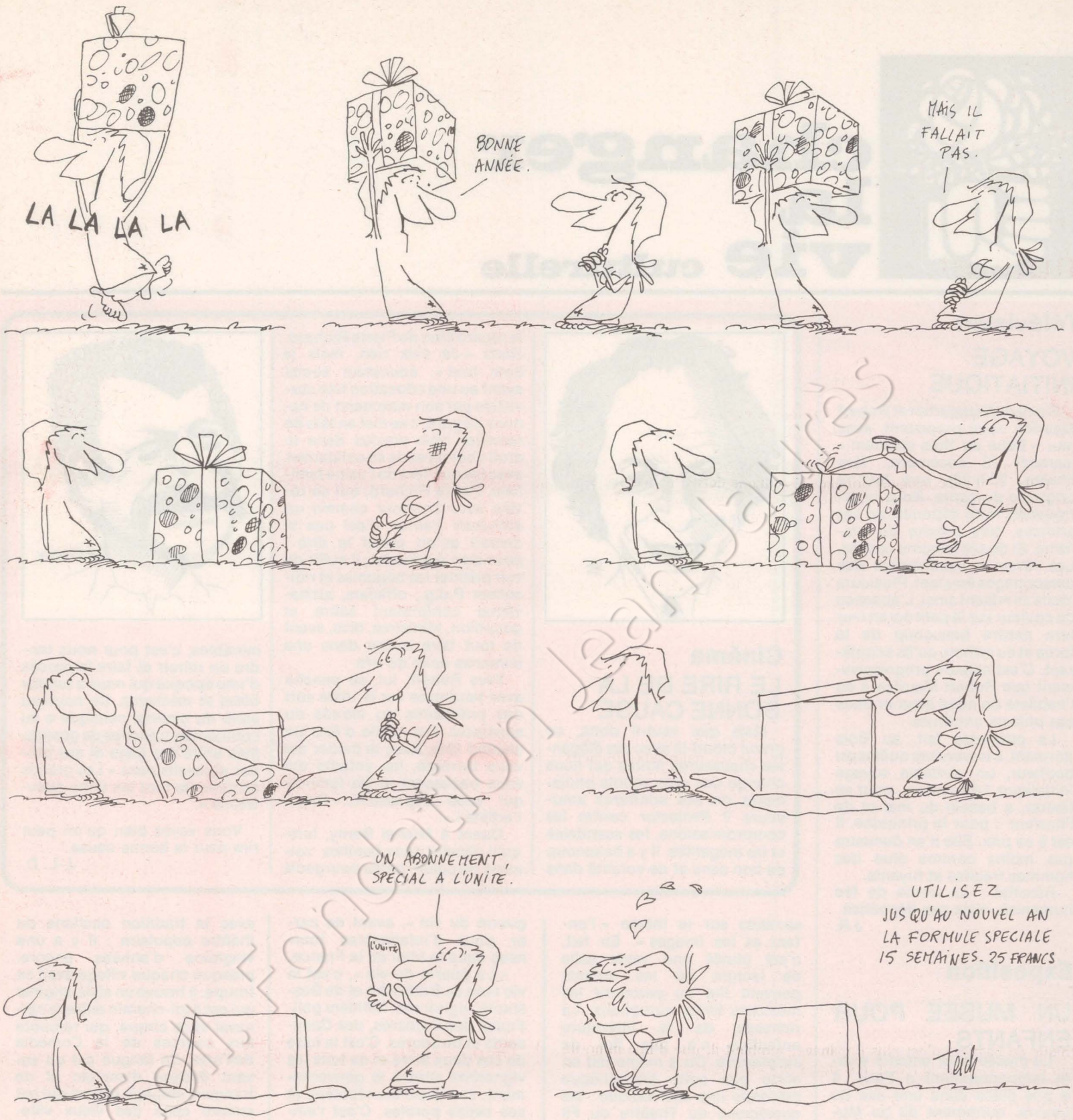
La culture occitane existe. Les Parisiens qui l'ignoraient viennent de le découvrir au Théâtre des Deux-Portes où « Lo Teatre de la Carriera » a joué une dizaine de fois « La guerre du vin », avant de partir pour d'infatigables tournées dans le Midi de la France.

« La guerre du vin », c'est la vie crue de Barbocho et de Bessoune, vignerons, héritiers politiques des Cathares, des Camisards et de Jaurès. C'est la lutte de ces deux êtres et de tous les vignerons contre le gouvernement, ses duperies répétées et ses belles paroles. C'est l'empoignade entre des hommes qui se battent pour vivre et un Etat qui n'aspire qu'à faire des bénéfices sur leur dos. Toutes les incohérences ou entourloupettes sont dénoncées : le scandale des primes à l'arrachage de la vigne, le bal du Marché commun où le vin du Midi perd ses étiquettes et ses appellations contrôlées, le miroir aux alouettes des prêts du Crédit agricole, la manipulation des syndicalistes, etc.

Le spectacle n'est pas fait pour une salle « à l'italienne » ; il est prévu pour les places des villages, les préaux d'écoles, les rues. Il obéit ainsi à une réalité : l'absence d'infrastructures culturelles. Il renoue par là même avec la tradition occitane du théâtre populaire : il y a une vingtaine d'années encore, presque chaque village avait sa troupe. Il trouve un style original qui est à mi-chemin entre le carnaval et le cirque, qui remonte aux sources de la Comedia dell'arte. Sa langue est un savant dosage d'occitan et de français, langage bâtard qui est encore celui des vieux villageois. On assiste à une culture qui se réveille et se prend elle-même en charge.

Assumant un passé que certains voudraient assassiner, « Lo Teatre de la Carriera » chante un avenir où l'homme ne serait plus l'esclave de l'homme. Théâtre incitant à la prise de conscience politique, théâtre d'agitation et d'appel à changer la vie, ce théâtre-là est évidemment ignoré par Maurice Druon. Qu'importe ! Le jour viendra où nous nous passerons de Druon. Le peuple occitan s'en est bien passé jusqu'à maintenant...

J. - P.L.



BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL

à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je désire souscrire un abonnement spécial de 15 semaines pour 25 francs

Pour moi-même .....

Pour un ami .....

Demeurant .....

Je vous adresse la somme correspondante.

par chèque bancaire ☐ *par chèque postal* ☐

ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Signature du souscripteur de l'abonnement

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 23.

Chahuté par les ouragans internationaux, le navire Grande-Bretagne menace de couler. Mal gouverné, mal payé, malmené, l'équipage songe à se mutiner.

De notre envoyé spécial

Messieurs, à vos rasoirs mécaniques. Mesdames, rangez l'aspirateur empoignez un balai : l'exercice réchauffe. Mettez le bacon et les œufs sur le rebord de la fenêtre et débranchez le réfrigérateur. Plus de télévision après 22 h 30, sauf pour la nuit de Noël et celle de la Saint-Sylvestre — nous ne sommes pas des païens. N'éclairez plus qu'une pièce par appartement, et réduisez le chauffage en vous couvrant de lainages. Telles sont les consignes données la semaine dernière aux Britanniques par un gouvernement conservateur soudain catastrophé, qui vient de se dépouiller d'un optimisme de commande pour prédire à la nation « l'hiver le plus rude depuis la guerre ».

Les conseils à la ménagère s'accompagnent de mesures draconiennes d'épargne de l'énergie dans le domaine industriel : réduction de 35 % des fournitures d'électricité pour les industries à fonctionnement continu (fonderies, notamment) ; pour les autres, alimentation en courant électrique de cinq jours seulement pendant les deux dernières semaines de l'année, de trois jours par semaine à compter du 31 décembre. Joyeux Noël, travailleurs, et bonne année ! Seuls quelques industries et services essentiels seront épargnés par ces restrictions : industrie alimentaire, distribution d'eau, secteur pétrolier, chemins de fer, ports, aéroports, journaux et télécommunications. Objectif : réduire de 20 % la consommation d'énergie du pays. Déjà, ces dernières semaines, les villes anglaises ont pris le deuil : chiche éclairage axial dans les rues la nuit, boutiques obscures, néons éteints. Soho, le Pigalle londonien, est privé de ses panneaux lumineux clignotants. Seuls les fanaux colorés de la tour de la Poste maintiennent leur garde sur la capitale enténébrée et frigorifiée.

L'Angleterre, aujourd'hui, tremble : moins de froid que de peur. Moins de nervosité que d'indignation. Chahuté par les ouragans internationaux, les soutes prenant l'eau, le navire menace de couler. Mal gouverné, mal payé, malmené, l'équipage songe à se mutiner. Les tempêtes du dollar et la pénurie énergétique combinées à la crise économique et sociale intérieure pourraient bien transformer le galion britannique en épave abandonnée sur les côtes de l'Europe — cette Europe si mal aimée, source de tous les maux pour une majorité retrouvée des Britanniques, mais planche de salut pour leurs dirigeants qui vont quémander son aide, pour se tirer d'affaire.

Entre deux récitals d'orgue, le Premier ministre Edward Heath ne cesse de lancer des appels au sens civique de ses compatriotes. Ceux-ci ont maintes fois fait la preuve, en période dramatique, qu'ils n'en manquaient point. Mais quel est aujourd'hui l'ennemi à combattre ? Au nom de quel idéal M. Smith consentirait-il les sacrifices qu'on attend de lui ? L'humour stoïque de naguère n'est plus l'apanage, semble-t-il, que d'une minorité bien née. A preuve, la réaction si peu « british » qu'eurent, voici quinze jours, les automobilistes anglais : la distribution de carnets de rationnement d'essence et les rumeurs de pénurie pétrolière provoquèrent une ruée sur les stations-service. Alors même que l'approvisionnement en carburant se poursuivait encore normalement, l'essence vint tout à coup à manquer. Les pompistes ne la distribuèrent plus qu'à raison d'un gallon (environ cinq litres) par voiture. Il y eut des queues de deux cents mètres, des échanges d'épithètes et de horions. « C'est humain, que voulez-vous », se consolait un chauffeur de taxi en me laissant entendre qu'il avait, lui aussi, « pris ses précautions »... M. Smith a-t-il déjà acquis à ce point les réflexes de l'Européen moyen ?

Cols blancs en colère

Pourtant, le Premier ministre a tenu à vanter publiquement la « modération » des automobilistes. Sans doute voulait-il parler du respect de la limitation de vitesse, fixée désormais à 50 miles (80 km) à l'heure. Edward Heath s'est toutefois hâté d'ajouter que le rationnement de l'essence ne sera pas introduit avant la fin de l'année — bien que la Grande-Bretagne ne reçoive « probablement » ce mois-ci que 85 % de son approvisionnement en brut. Bizarre approximation. D'aucuns s'interrogent : y a-t-il véritablement pénurie de pétrole ? L'hebdomadaire londonien « The Economist » ne révélait-il pas dans son dernier numéro que, loin de diminuer, les

→



THE BIG CRISE

→

mouvements de tankers pétroliers britanniques en provenance du Proche-Orient s'accéléraient ? Cette nouvelle, si elle est confirmée — mais les compagnies pétrolières ont un véritable monopole de l'information sur les échange pétroliers — constituerait une véritable bombe politique.

Courtisant le Cartel des firmes pétrolières, multipliant les courbettes aux pays arabes exportateurs d'« or noir », le gouvernement Heath n'est-il pas en fait mieux loti qu'il ne voudrait le faire admettre ? Ne se livrerait-il pas à un chantage à la pénurie — celui-là même qu'il reproche aux mineurs, en grève des heures supplémentaires depuis un mois ? Le calcul politique serait clair : prendre le risque, avant que la situation ne se dégrade tout à fait, d'avancer les élections — qui doivent avoir lieu dans un délai d'un an et demi — en les jouant sur le thème : « Qui dirige ce pays ? Le gouvernement ou les syndicats ? » Quatre ans de rallonge de pouvoir tout de suite plutôt qu'une râclée assurée quand la crise se fera sentir dans toute son ampleur.

Tous les signaux d'alarme sont en effet tirés. « Jusqu'ici, m'explique un journaliste économique londonien, la stratégie économique des conservateurs était simple : encourager la consommation, favoriser les investissements industriels domestiques, maintenir l'expansion à tout prix, résorber le chômage. Effectivement, ce dernier a diminué de moitié en un an. Il affecte un demi-million de personnes. Le taux d'expansion industrielle s'est maintenu à 3,4 %. Mais à quel prix ! »

Pour freiner l'expansion de la masse monétaire (25 % par an), la Banque d'Angleterre a relevé le taux d'escompte à 13 % — ce qui porte en fait le loyer de l'argent à près de 18 % pour les emprunteurs. Les dépôts bancaires auprès de l'Institut d'émission ont aussi été relevés pour « geler » une plus grande masse de capitaux spéculatifs. « Si l'on considère que le cours de la livre a subi une dévaluation de fait de plus de 15 % en un an et demi, poursuit ce spécialiste, on a une idée de l'ampleur de l'échec de cette politique. »

L'inflation domestique, artificiellement contenue par les contrôles sur les prix et sur les salaires — assurés avec des bonheurs divers — se traduit par un déficit commercial sans précédent : 627 millions de livres pour les seuls mois d'octobre et de novembre. « Même en tenant compte des rentrées invisibles, ce déficit est de 480 millions de livres pour les trois derniers mois. » Selon l'Institut national de recherche économique et sociale, il dépasserait deux milliards de livres à la fin de l'exercice en cours. « Cette prévision, souligne le journaliste, ne tient pas compte des retombées de la crise de l'énergie sur l'industrie, non plus que des deux milliards de livres supplémentaires que risque de coûter une augmentation substantielle du prix du pétrole brut. En outre, les calculs ont été faits en tablant sur le maintien de l'expansion au rythme actuel. Or, il n'en est plus question. »

En effet, les mesures d'austérité que vient de prendre le gouvernement lundi, si elles sont fort timides sur le plan fiscal — enjeu électoral oblige — vont dans le sens d'Enoch Powell et de l'aile droite du parti conservateur en réduisant de 1 200 millions de livres les dépenses publiques, hôpitaux, routes et écoles compris. En même temps qu'elle limitent les ventes à tempérament et encadrent le crédit. Ce qui ne sera pas sans graves conséquences sur l'expansion industrielle.

Dès la fin de la semaine, la production d'acier aura diminué au moins de moitié. Après épuisement des stocks, l'industrie automobile sera forcée de suivre. Le ralentissement de la production de pièces détachées et de machines agricoles et l'augmentation des prix des engrais chimiques auront des répercussions sur la production et sur les prix des denrées alimentaires. Le commerce de détail va décliner fortement, en raison de la réduction à trois jours de la semaine de travail et de la diminution du pouvoir d'achat des treize millions de travailleurs qui n'ont pas de salaire fixe garanti. Et surtout, comme l'admet aujourd'hui le ministre de l'Industrie, Tom Boardman, « il faut s'attendre à un chômage massif ». Deux millions de chômeurs : hier encore, quand les syndicats prévoyaient qu'on en arriverait là à la fin de l'année prochaine, le gouvernement leur riait au nez. On admet aujourd'hui que ce n'est l'affaire que de quelques mois, sinon de quelques semaines...

Non, vraiment, il ne fait guère bon vivre en Angleterre désormais. On mange à Londres plus cher et beaucoup moins bien qu'à Paris, au moins dans les restaurants. Meubles et vêtements vont connaître des hausses de 10 % à 50 % avec l'an nouveau, alors que certains lainages et tissus ont presque doublé de prix en un an. A quelque chose malheur est bon cependant, dira-t-on : les écoliers ravis voient fermer les écoles avant l'heure ; les amateurs de football apprécieront la prolongation de la saison (faute de jouer les « nocturnes », consommatrices de courant) ; et tous pourront troquer la dinde de Noël contre du faisan : du fait des difficultés d'exportation, le prix de cet habitué des bruyères anglaises a fortement baissé sur le marché intérieur...

Mais on sait que 50 000 vieillards vont mourir de froid cet hiver. On sait aussi que, depuis que les conservateurs ont débloqué le prix des loyers, ceux-ci s'accroissent de moitié d'une année sur l'autre dans la capitale. Un ami français qui habite en banlieue, à Wimbledon, me dit : « J'aurais dû acheter quand j'ai emménagé il y a huit ans : toutes les maisons des environs ont doublé de valeur. Même les couches relativement aisées de la population ne peuvent plus acquérir de logement, ce qui est pourtant le premier réflexe des Anglais. Le gouvernement conservateur est en train de s'aliéner de la sorte cols bleus et cols blancs plus sûrement peut-être que par sa politique industrielle, d'autant qu'il tolère, sinon encourage, une spéculation immobilière éhontée. »

En de nombreux quartiers, Londres est un vaste chantier : les bureaux commerciaux — hautes tours, grandes surfaces, fort taux de profit — poussent comme champignons. Les familles d'ouvriers chassées des anciens taudis se relogent où et comme elles peuvent. L'Eglise d'Angleterre n'est pas, dit-on, la dernière à profiter du « property boom », loin derrière, il est vrai, la Couronne et quelques autres. Ces cinq dernières années, le nombre de sans-abri a plus que doublé, tandis que, depuis 1945, un peu plus de cent personnes sont devenues millionnaires (en sterlings) par le biais de la propriété immobilière...

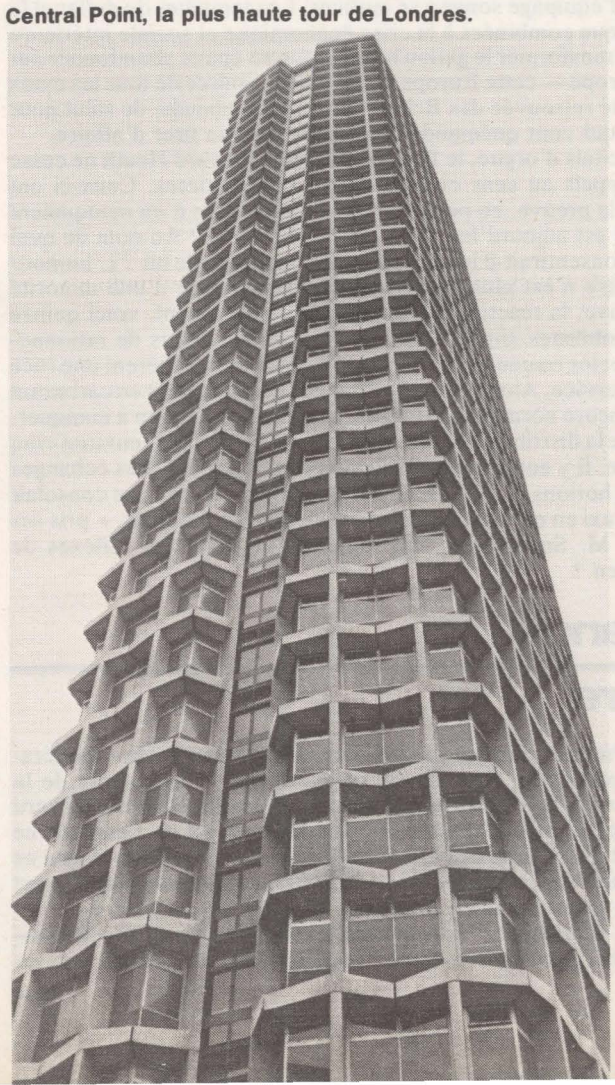
A intervalles réguliers, des scandales éclatent : il y eut l'affaire Poulson, dont le jugement après la faillite, au début de 1972, de son entreprise européenne d'architecture devait jeter quelque lumière sur les liens qu'entretiennent entrepreneurs, autorités locales et gouvernementales — oui, décidément, l'Angleterre s'est européanisée ! — et c'est actuellement l'affaire de la London & County Securities (L & C) qui fait la « une » des journaux. D'autant plus que Jeremy Thorpe, le leader du parti libéral, est un des directeurs de cette banque engagée dans des opérations douteuses — telles que l'octroi de prêts sur hypothèque à des taux d'intérêt allant jusqu'à 280 %...

Est-ce pour ces gens-là que le bon peuple devrait faire contre mauvaise fortune bon cœur ? Accepter la perspective du chômage, de salaires dimi-



Gare déserte dans la banlieu londonienne.

Central Point, la plus haute tour de Londres.





nués, d'évictions, ou d'un surcroît de répression ? Les nouvelles mesures d'austérité ne peuvent d'aggraver le ressentiment tout à fait perceptible désormais chez les Britanniques. S'il s'en trouve encore quelques-uns pour estimer, comme ce technicien me l'expliquait, que « les conservateurs planifient à long terme, il faut leur donner le temps de faire leurs preuves », un nombre croissant jugent que ces preuves ont été faites amplement, que le pays va au marasme le plus total et qu'il est urgent d'obliger l'équipe actuelle à se démettre.

La perspective la plus claire, m'a-t-on répété à Londres, est celle d'une confrontation majeure avec les syndicats. « La question est de savoir si elle pourra atteindre les proportions d'une grève générale », s'interroge-t-on à gauche. Et encore : « Heath n'y a-t-il pas intérêt ? ». Il semble en effet tout faire pour y parvenir. Mais la question est plus complexe. Il ne suffit pas de tenir compte des seuls intérêts ouvriers et du capitalisme industriel : la prospérité de la City — 10 milliards de dollars de revenu visible annuel — sur laquelle se fonde l'essentiel de la fortune britannique, est aussi en cause.

La City, c'est, au cœur de Londres, sur quelques kilomètres carrés, une concentration unique de banques, de Bourses (Stock Exchange et Bourses marchandes) et d'assurances, les fameuses Lloyds. Un monde de secrétaires en minijupe et de gentlemen en chapeau melon. Jadis courtier obligé des capitaux américains, la City est surtout le centre mondial de l'eurodollar. Mais cette suprématie est menacée. « Les mesures protectionnistes des banques centrales européennes, qui entendent lutter à la fois contre l'inflation et les ruées de capitaux spéculatifs sur le dollar, ainsi que l'harmonisation des lois banquaires et sur les assurances, devraient aboutir rapidement à une série de réglementations tout à fait préjudiciables à la souplesse et à la vitesse d'opérations qui ont fait la fortune de la City », m'explique un banquier d'affaires. Il ajoute : « Nous aurons de sérieuses difficultés dans un an ou deux. » Le gouvernement conservateur, pour complaire à l'Europe, est l'instrument de ce tour de vis. Cela ne va pas sans murmures.

D'autre part, les mesures fiscales prises par le Premier ministre pour assurer une reprise des investissements dans le secteur industriel domestique ne sont pas du goût de tous. Mais les nouvelles initiatives gouvernementales ne peuvent que mettre un terme aux espoirs de renforcer l'industrie. « Les capitaux, souligne un professeur d'économie politique, vont de préférence aux secteurs immédiatement rentables — la spéculation foncière et immobilière, en particulier — ou filent à l'étranger. A cet égard, l'entrée dans le Marché commun a eu des résultats curieux. Contrairement à ce que l'on attendait, les grands trusts multinationaux britanniques n'ont guère profité de la situation : d'une part, ils étaient déjà dans la place ; d'autre part, ils sont gênés par l'étroitesse des marchés européens. Par contre, certaines petites et moyennes entreprises ont fait preuve d'une grande agressivité, notamment dans le secteur alimentaire. En termes généraux, cependant, on peut dire que la conversion à l'Europe handicape la petite et la moyenne industrie, tout en profitant essentiellement à la haute finance et aux gros industriels. Reste à savoir cependant quel sera l'impact de la crise actuelle. Le spectre des années 30 est de retour. Pas seulement pour les Britanniques, certes. »

Concordat national ?

La reconversion de l'industrie britannique dans le sens d'une plus grande compétitivité — abandon au secteur privé d'entreprises nationalisées rentables, augmentations salariales liées à un accroissement de la productivité, modernisation des structures industrielles, etc. — s'effectue de façon souvent douloureuse. Impopulaire, assurément. D'autant plus mal acceptée par les syndicats que ceux-ci ne peuvent admettre que la classe ouvrière en fasse les frais. Pour museler cette opposition, les conservateurs ont voté la loi sur les relations industrielles (I.r.a.) qui vise à mettre au pas les syndicats et leur base la plus remuante, en les obligeant à la concertation. En même temps, les carences de sa politique économique entraînaient Heath à imposer le contrôle des salaires : la « phase trois » du plan anti-inflation est en cours. Elle prévoit que, sauf exception, les augmentations salariales ne pourront dépasser 7 % — alors que l'inflation est actuellement de 10,3 % par an.

Ce sont les mineurs qui avaient mis en pièces la « phase deux » l'an dernier, en obtenant des hausses de salaires bien supérieures au plafond toléré par le gouvernement. Les autres secteurs leur avaient aussitôt emboîté le pas. Ce sont encore les mineurs qui, aujourd'hui, ouvrent le feu sur la « phase trois ». Leur cause est entendue. L'essentiel de leur salaire, ils l'obtiennent en heures supplémentaires. Leur refus d'effectuer celles-ci, en période de forte demande hivernale, et alors que le pétrole vient à manquer, a déjà conduit à une réduction de plus de 30 % de la production de charbon. Or, celle-ci fournit un tiers de l'énergie consommée en Grande-Bretagne. Les charbonnages sont même, à assez court terme, la meilleure source d'énergie qui puisse remplacer le pétrole défaillant, en attendant que les gisements de carburant et de gaz naturel de la mer du Nord puissent être rentabilisés — aux alentours de 1980. A condition, dans l'immédiat, que les revendications des mineurs soient satisfaites, et qu'un retour à la normale s'opère dans les autres secteurs industriels. Or, à tous les niveaux, fusent les revendications. Cinq millions de travailleurs (mécaniciens, métallurgistes, éboueurs, enseignants, postiers, ambulanciers, fonctionnaires, employés de magasins) vont, dans les semaines qui viennent, engager des actions à l'appui de leurs demandes salariales, jugées « inacceptables» par le gouvernement dans le cadre du plan anti-inflation. Les dockers de Londres ont récemment observé une journée de grève. Comme les mineurs, les électriciens font la grève des heures supplémentaires. Les cheminots, depuis la semaine dernière, appliquent les consignes de sécurité à la lettre, provoquant une désorganisation quasi générale des chemins de fer. Matériaux et marchandises n'étant plus livrées régulièrement, les industries qui en dépendent sont à leur tour handicapées.



Mineurs dans le Yorkshire.

L'aile gauche et les syndicats

Compte tenu des menaces de l'emploi, des difficultés économiques de tous ordres qui s'accumulent, ces actions ne sont-elles pas suicidaires ? « La question est superflue, nous répond un syndicaliste : c'est le refus d'agir qui équivaudrait à un suicide. Nous ne voulons pas faire les frais d'une politique antisyndicale, anti-ouvrière et économiquement aberrante. » Cette détermination, qui reflète le mécontentement croissant des ouvriers britanniques, particulièrement sensibles à la dégradation de leur pouvoir d'achat et aux humiliantes attaques gouvernementales contre le mouvement ouvrier, n'est cependant pas partagée par tous.

Certains dirigeants syndicaux, et notamment le nouveau secrétaire général de la confédération des syndicats, Len Murray, préfèreraient assurément que l'épreuve de force soit évitée. Une sorte de « concordat national » pourrait être signé entre syndicats, patronat et gouvernement, à condition toutefois que la politique de contrôle des prix et des salaires soit abandonnée. « Une alliance de ce genre ne serait-elle pas favorable aux conservateurs ? » s'inquiète-t-on à gauche.

C'est pourtant, à peu de chose près, ce que Harold Wilson propose au Premier ministre — soucieux qu'il est d'éviter le piège d'élections générales anticipées en prenant ses distances, au nom du Parti travailliste, vis-à-vis des actions syndicales les plus revendicatives. Ainsi vient-il de « regretter » la décision des conducteurs de trains de se lancer dans la grève du zèle et celle des dirigeants des mineurs de ne pas soumettre à un vote secret de leur base les dernières propositions patronales. Une fois encore, Wilson — mèche sur le front et pipe en bouche — entend donc apparaître comme le



THE BIG CRISE →

porte-parole de la plus grande partie de la population, garant en quelque sorte des intérêts et du salut nationaux. Ce faisant, il accepte de courir le risque d'aliéner au Parti une classe ouvrière de plus en plus belliqueuse et insatisfaite. Sans doute aura-t-il médité les résultats d'un sondage récent, qui montre que les « tories » ont cinq points d'avance sur les travaillistes — alors que, traditionnellement, le parti d'opposition vient en tête. Il y a plus grave : à la question de savoir si le Parti travailliste, de retour au pouvoir, gouvernerait de façon satisfaisante actuellement, 27 % seulement des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative, et 53 % par la négative — contre 43 % et 46 % respectivement dans le cas des conservateurs...

Ce manque de confiance des électeurs, quel député travailliste n'en a conscience ? Tel leader de la gauche m'assure que « Le Labour vaincra demain » : certitude ou vœu pieu ? La quarantaine de parlementaires travaillistes de droite voient le remède dans une politique de conciliation tous azimuts. Il s'agit avant tout de rassurer, disent-ils, en réclamant l'abandon des « fariboles » du programme adopté par le Parti lors de son 72ème congrès au début d'octobre, et plus particulièrement les projets de nationalisation (de terrains à bâtir, des ressources du sous-sol, — gaz et pétrole de la mer du Nord compris — des docks, de « larges sections » de l'industrie pharmaceutique, de celle des machines-outils, de la construction et des transports routiers), ainsi que la prise de participation gouvernementale dans des compagnies privées bénéficiaires. Faute d'avoir pu faire adopter une liste spécifique d'entreprises ou de sociétés à nationaliser, la gauche du Parti — une quarantaine de députés également, rassemblés autour de l'hebdomadaire « Tribune » et d'une personnalité comme Eric Heffer — s'en remet à la capacité des travailleurs de faire pression pour que le programme d'octobre soit appliqué.

Il n'empêche que les tiraillements vont bon train entre les uns et les autres, et le spectacle de désunion que donnent actuellement les travaillistes n'est pas fait pour accroître leur audience. La gauche, certes, fait de son mieux pour éviter d'envenimer le débat, mais elle ne peut à son tour paraître concéder trop de terrain, sous peine de se couper de ce qui fait sa force : le mouvement syndical, en pleine « mutation gauchiste ».

L'incitation au durcissement, à l'intransigeance, vient en effet de la base. Au point qu'il est désormais fréquent de voir des leaders syndicaux de gauche tels que Hugh Scanlon ou Jack Jones — syndicats des métallos et des transporteurs, les plus puissants — durement contestés par le « shop-floor » (la base de l'atelier, de l'usine) et accusés de « mollesse » ou de « compromissions ». S'il est vrai, comme le note un observateur de la vie syndicale britannique, que seule, une minorité de travailleurs ont jamais occupé leur usine ou leur chantier naval » — allusion notamment à l'occupation active des chantiers de la Clyde, en 1971, que l'affaire Lip de Besançon n'est pas sans rappeler — le temps semble passé d'actions politico-humoristiques du type de celle qu'entreprit un syndicat de dessinateurs aux usines Vanxhall Motors. Pour protester contre des notices de licenciements, ce syndicat organisa une Journée de réflexion — chacun s'assit et réfléchit sur son travail — suivie d'une Journée de propreté — nettoyage des bureaux et des tiroirs — et d'une Journée de méditation — on fit la queue pour les toilettes...

En lutte contre la pesanteur de l'appareil syndical, l'utilisant parfois à leur profit, communistes et « gauchistes » — trotskistes d'International Socialist pour la plupart — poussent à la roue et sont prompts à capitaliser le mécontentement ouvrier. « On a souvent retourné la citation contre moi, déclare Bert Ramelson, un des dirigeants ouvriers du Parti communiste, mais j'aime à souligner qu'il n'y a pas eu un seul mouvement industriel de masse dans le pays ces dix dernières années sans que les communistes soient directement au cœur de l'action... Ce n'est pas parce que nous cherchons à semer la pagaille, mais, chaque fois qu'une situation se développe, nous sommes présents. » Toutefois, les patrons se méfient désormais davantage des trotskistes, qui cherchent ouvertement à supplanter les communistes et à radicaliser les travailleurs — ce qui ne va pas quelquefois sans bavures ni accrochages.

Le levain de la colère que sèment et glanent ces jeunes militants joue-t-il également un rôle dans la désaffection que connaît le Labour ? Un intellectuel proche des travaillistes m'a dit : « Il n'y a plus grand monde pour croire aux capacités du Labour de redresser la barre. Beaucoup se souviennent de ses prestations de 1964 à 1970. On constate que ni les hommes ni les idées n'ont changé dans l'ensemble ; alors que les pressions économiques qui, hier, avaient entraîné le Labour loin de ses positions radicales sont dix fois plus fortes désormais. Pourtant, il ne faut pas sous-estimer le « réflexe travailliste » de la classe ouvrière. Les gauchistes s'épuisent en vain à dénoncer une prétendue « trahison » du prolétariat par la direction du Parti. Or, celle-ci met surtout en avant la notion d'intérêt national. Que recouvre cette notion ? C'est là la question. »

Heath ou un autre...

Pour les dirigeants travaillistes, toutefois, le problème est ailleurs : dans ces couches de la population qui votent au gré des courants et qui, aujourd'hui, tendent à retirer leurs voix aux deux partis traditionnels au profit des pêcheurs à la ligne, des nationalistes gallois ou écossais, ou encore des libéraux.

« Ceux-ci, poursuit mon interlocuteur, recrutent surtout parmi la petite bourgeoisie, les cols blancs désenchantés par les prestations des conservateurs. Mais il est bien connu qu'ils voteront « utile » en cas d'élection. Malgré leur programme, orienté autour du respect des droits individuels, de la décentralisation et de quelques autres gadgets de « conservatisme à visage humain », malgré aussi le tapage que mène leur mouvement de jeunesse, les Young Liberals, animés par un tacticien remarquable, Peter Hain, les libéraux sont encore loin d'être considérés comme utiles. » Ainsi, en cas d'élection, les deux formations politiques traditionnelles se retrouveraient-elles face à face.

Mais les vrais clivages du moment passent peut-être en dehors de ces partis : entre les tenants de la conciliation et ceux de la confrontation, entre les partisans du compromis et ceux de l'affrontement. Les prochaines semaines, sinon les prochains mois, diront lesquels l'emporteront.

Afin de renforcer les chances des forces progressistes, certaines voix s'élèvent à l'extrême gauche pour demander la constitution d'un « front antigouvernemental » qui aurait pour tâche minimum d'abolir la loi sur les relations industrielles, instrument d'oppression des syndicats et de la classe ouvrière. Cette alliance n'est pas du goût des travaillistes. Il n'est guère qu'Anthony Wedgwood Benn, l'ancien ministre de la Technologie, pour lui faire bon accueil dans le Parti. Pourtant, n'a-t-on pas vu récemment se produire des manifestations unitaires, des maoïstes à la gauche travailliste, sur des thèmes tels que les événements du Chili ou l'opposition à la répression de militants ouvriers ?

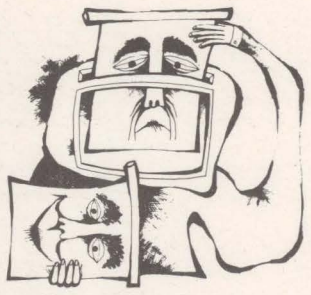
A l'autre bout du spectre politique, renaît une nouvelle fois l'ombre sinistre d'Enoch Powell, le raciste à la fine moustache. « Il attend son heure, dit-on, celle où le pays aura besoin d'un homme à poigne. » L'homme enfile toujours les mêmes perles : de l'opposition au Marché commun, à la xénophobie, c'est la nostalgie de la vieille Angleterre impériale qui s'exprime, dans un discours insistant, persistant, d'une logique simple, qui pourrait bien faire son chemin.

Mais Edward Heath, le célibataire grassouillet de Downing Street, fait pour l'instant tout aussi bien l'affaire et sert mieux sans nul doute les intérêts de ceux qui l'ont porté au pouvoir — non pas le peuple, mais le grand capital. Contre celui-là, il tiendra aussi longtemps que celui-ci : jusqu'au « grand chambardement », qui, dans la Grande-Bretagne des années 70, tous comptes faits, sera plutôt une récession qu'une révolution.

JEAN-CLAUDE RIEU



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 21 DECEMBRE

« Roméo et Juliette » dans une adaptation de Claude Barma (20 h 35, ch. 2).

Le psychiatre Cyrille Koupernik à l'émission Questionnaire (21 h 55, ch. 3).

SAMEDI 22

Perrault adapté par le dramaturge Romain Weingarten : « La belle au Bois dormant » (20 h 35 ch. 1).

Un ballet Roland Petit - Zizi Jeanmaire sur la musique de Sauguet : « Les forains » (22 h 35, ch. 1).

Un divertissement musical signé... Jean-Jacques Rousseau : « Le devin du village » (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 23

Aux Dossiers de l'écran, « Ces merveilleux fous volants » (13 h 30, ch. 2).

« La vie rêvée de Vincent Scotto » par Jean-Christophe Averty (17 h 40, ch. 2).

Pour les amateurs d'opérette : « La chauve-souris » de Johann Strauss (20 h 35, ch. 2).

Le génie comique de Buster Keaton : « Le caméraman » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 24

Un héros de la littérature enfantine vu par le cinéaste Richard Fleischer : « L'extravagant Dr Dolittle » (19 h 20, ch. 3).

« Devos Circus », de Pierre Tchernia (21 h 30, ch. 1).

« La naissance » — réalisé par Claude Santelli (22 h 30, ch. 1).

Apologie de la police (montée) et du colonialisme (anglo-saxon) par Cécil B. de Mille : « Les tuniques écarlates » (22 h 25, ch. 2).

MARDI 25

Une reprise : « Merlusse », conte de Marcel Pagnol, avec Georges Wilson (17 h 10, ch. 1).

Opérette encore : « Monsieur Pompadour », de Françoise Dorin Claude Bolling (20 h 35, ch. 1).

Une dramatique attendue : « La trêve », de Jean Cosmos (21 h 30, ch. 2).

MERCREDI 26

Dans la série « Grandes batailles » d'Henri de Turenne : Alésia (20 h 40, ch. 3).

Cocteau adapté par Averty : « Les mariés de la tour Eiffel » (21 h 35, ch. 3).

La rétrospective de 1973 préparée par les journalistes de la 1ère chaîne (21 h 35, ch. 1).



Livres pour enfants

BANDES DESSINEES

Ce domaine ne se réduit pas au cocorico des « Astérix » (Dargaud). Il reste de belles découvertes à faire.

Fernand Nathan inaugure avec « Les trois mousquetaires » d'Alexandre Dumas, une collection appelée à séduire. « Les œuvres célèbres en bande dessinée ».

Hachette rend aux enfants les héros de leurs parents avec « Les maîtres de la bande dessinée ». On retrouve là « Guy l'Eclair », « Mandrake », « Illico », « Pim Pam Poum »...

Casterman ressort des archives Hergé : trois Tintin en un seul volume : « Au pays des Soviets », « Au Congo », « En Amérique ».

Dupuis est spécialisé dans la publication des bandes dessinées. On en trouve pour tous les âges. A partir de 3 ans, « Titou » et « Muski ». A partir de 4 ans, « Hippolyte » et « Petite abeille ». A partir de 10 ans (et jusqu'à 99 ans), « Gaston », « Lucky Luke », « Spirou » et « Les Schtroumpfs ».

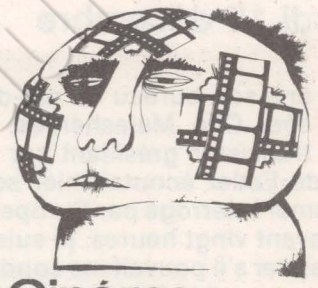
JEUX EDUCATIFS ET PUZZLES

C'est Fernand Nathan qui inventa, il y a plus de 50 ans, le mot et l'objet : jeu éducatif. Depuis, d'autres l'ont imité, notamment Robert Laffont et Hachette.

Mais les éditions Fernand Nathan restent les grands spécialistes des jeux. Tous les jeux : jeux de société, jeux de la nature, jeux de création, jeux de lettres, jeux électriques, jeux des familles, jeux d'observation, lotos, jeux d'invention... Choisir est difficile. Citons les nouveautés les plus originales : « Les animaux en péril », jeu de cartes et de dés qui permet de découvrir les races animales menacées de disparition : « Moulages animaux », qui comprend pâte, gouache, pinceaux et vernis ; « J'imprime en couleur », avec des tampons encreurs, du papier et des craies ; « Les plus beaux tableaux du monde », jeu de cartes qui est aussi un musée universel de la peinture.

Robert Laffont a obtenu « L'oscar du jouet 1972 » pour « Multichandelles » ou l'art de fabriquer soi-même ses bougies. Cette année, des efforts ont été faits en direction des jeux scientifiques : « Chimie super-labo » et « Biologie super-labo », éprouvettes et microscope. La grande invention étant sans conteste « Le Trioker », un ensemble de 25 triangles qui permettent toutes les combinaisons et initient de fait aux maths modernes.

L'autre indéniable spécialité des Editions Fernand Nathan demeure le puzzle. On en trouve pour tous les âges. Puzzles de 6 à 9 morceaux pour les petits, puzzles de 49 morceaux à partir de 5 ans. On passe ensuite à 60 morceaux, puis à 250. Pour les adolescents des puzzles de 500 ou 1 000 morceaux : des sujets variés, de la série « Grands peintres » à celle des « Tableaux célèbres », en passant par les « Sites de France ». Ou comment passer de l'art à la géographie sur le mode du divertissement.



Cinéma

*** Philippe de Broca : Le magnifique.**

Même si Belmondo en fait quand même un peu trop, c'est drôle et rondement mené. Comment ne pas regretter pourtant le de Broca de ses premiers films ou même du « Roi de cœur », lorsqu'il avait peut-être moins de brio, mais tellement de sincérité, de sens poétique et d'humour tendre ?

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

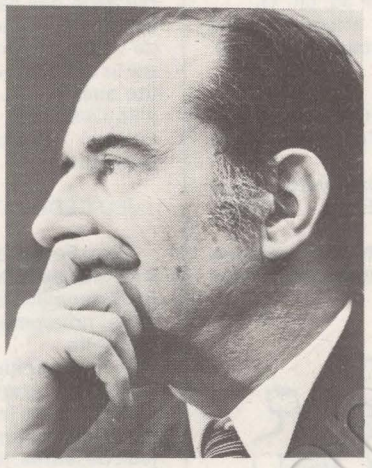
AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 18 décembre

Dans son bureau du rez-de-chaussée, Cité Malesherbes, un petit transistor grésillant sur sa table, Claude Estier écoutait hier soir Pierre Messmer interrogé par Europe I, quand, peu avant vingt heures, je suis venu lui demander s'il pouvait me conduire chez moi, comme il le fait souvent. Au micro, le Premier ministre s'expliquait sur un ton bravache et parlait à deux journalistes comme s'ils étaient un régiment à l'exercice dont, bien entendu, il eût été le colonel. Pierre Messmer aime rappeler que la meilleure époque de sa vie fut celle qu'il passa à la Légion. A le voir, à l'entendre, on n'a pas de peine à le croire. Il avance la conscience bombée, comme on le dit du torse. Un Monsieur Muscle, en quelque sorte. Et c'était en effet une interview musclée que la sienne. Quand la conversation s'aiguilla sur les écoutes téléphoniques, Claude Estier, au volant de sa 504, s'était engagé dans les rues étroites qui mènent aux grands boulevards et nous ne pûmes saisir que des bribes de phrases. Mais un feu rouge nous valut une éclaircie. Et nous perçûmes ces mots :« Eh bien! c'était vraiment un champion des écoutes, M. Mitterrand. Je ne dis pas que c'était un recordman, mais c'était un champion ». La suite se perdit dans la forêt des parasites. Je restai stupéfié. Quelques amis, au téléphone, puis la lecture des journaux, le lendemain, m'assurèrent que j'avais bien été mis en cause, dans ces termes, par le Premier ministre. L'après-midi, je vérifiai dans « le Monde » la teneur exacte de l'accusation que M. Messmer avait ainsi précisée : « Je peux vous dire que je me suis un peu intéressé à la situation, maintenant que j'en ai les moyens... Il y avait beaucoup plus d'écoutes que maintenant et il (M. Mitterrand) ne se gênait pas pour écouter les hommes politiques ».

Si j'avais le goût d'ironiser, je remarquerais que le Premier ministre « qui en a les moyens » semble beaucoup mieux informé sur les écoutes téléphoniques de 1954 que sur celles de 1973. Mais je me sens trop outragé pour me délivrer d'une boutade. J'ai pris cependant le temps de réfléchir. Il est grave, il est difficile d'écrire d'un chef de gouvernement qu'il a menti. J'ai beaucoup de respect pour la fonction qu'occupe M. Messmer. Et j'ai toujours pris garde à ne jamais le blesser dans sa personne. D'abord, ce n'est pas ma manière. Ensuite, rien ne m'y autorisait. Je l'ai connu alors qu'il était, sous la IVe République, fonctionnaire de la France d'outre-mer (je l'ai eu à ce titre sous mes ordres), puis proche collaborateur de Gaston Defferre, et je l'ai jugé comme il mérite de l'être, compétent et courageux. Je cherche donc mes mots afin d'en trouver d'autres que ceux que sa mauvaise action impose à mon esprit. Mais on ne répond pas à l'injustice par l'injustice. Peut-être a-t-il négligé de contrôler ce qu'on lui a soufflé à l'oreille, peut-être, peu maître de ses paroles, a-t-il forcé la note et manqué de sang-froid. Il est déjà misérable de le voir foncer sur l'opposition dès lors que sa majorité l'attaque et je suis plus triste qu'irrité devant un homme qui perd le sens de ce qu'il doit. J'admets aussi que diriger cette majorité grosse d'une perpétuelle crise de nerfs n'est pas de tout repos et qu'il y a de quoi user les plus solides caractères. Bref, je ne puis y croire. Mais c'est à M. Messmer et à nul autre qu'il appartient de rétablir la vérité.

Je peux l'aider. Il ne me suffit pas de le mettre au défi d'apporter le moindre commencement de preuve à l'appui de ses dires. Je lui demande aussi d'ouvrir les archives du ministère de l'Intérieur. A la date du 1er juillet 1954, soit quelques jours après la constitution du gouvernement Mendès France et mon arrivée au ministère de l'Intérieur, il y découvrira la trace d'une note du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, qui me remerciait des décisions que j'avais prises au sujet des écoutes téléphoniques et qui me demandait de lui faire parvenir le texte littéral de mes instructions, afin qu'il les étendît aux services de sécurité qui dépendaient de lui. Il pourra prendre connaissance de la lettre que j'ai adressée à M. Pierre Mendès France dès le lendemain 2 juillet, ainsi que des instructions dépêchées par mes soins au préfet de Police et au directeur de la Sûreté nationale. Il y lira mon interdiction formelle de toute écoute politique.

M. Messmer se flatte du nombre des écoutes actuelles, « le plus faible, selon lui, qui ait jamais été réalisé depuis 1946 ». Moins de cinq cents, précise-t-il. Eh bien, là encore, je lui oppose le chiffre de 1954 : 25 à 30 écoutes qui visaient, à l'exception de toute autre, des personnes nommément désignées par information judiciaire ou suspectes de nuire à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat. Et je suis prêt à publier le nom des hauts fonctionnaires qui avaient la charge de veiller à l'exécution de mes décisions et qui m'ont fait connaître aujourd'hui même, bien qu'étant en activité de service et donc soumis à la vindicte du Pouvoir, qu'ils étaient décidés à porter témoignage.

Cette affaire n'est qu'à son début. J'ai déclaré à l'Assemblée nationale que si M. Messmer m'en donnait sa parole d'honneur, je ferais foi à ses mises au point. Je serais désolé d'avoir à constater qu'un Premier ministre a deux paroles, dont une d'honneur, qui lui sert dans l'intimité. Je serais heureux du contraire. Le débat dépasse la polémique ordinaire. Ce qu'a dit M. Messmer, lundi soir, à Europe I, rappellera à ceux qui ont bonne mémoire que c'est à de pareils signes précurseurs qu'on distinguait dans l'Europe de l'entre-deux guerres la montée des orages où faillit s'engloutir ce qu'on nomme notre civilisation.